

Yves MARGUERAT

**MALHEUR A LA VILLE DONT LE PRINCE
EST UN ENFANT
(DE LA RUE)**

**Un essai de synthèse sur la dynamique sociale
du monde des enfants de la rue¹**

Pour décrire un collègue religieux de la France d'autrefois (et les relations fort malsaines de désir et de manipulation entre un prêtre enseignant et ses élèves), Henri de Montherlant, dont l'œuvre littéraire, qui s'affirmait pleine de noblesse, camouflait une pédophilie sans vergogne, avait intitulé sa pièce *La ville dont le prince est un enfant*². Il escamotait ainsi toute la menace dont est lourde l'expression biblique³ : pour l'écrivain, l'enfant convoité, adoré, est la chance de la communauté ; pour le sage Qohelet, la cité dont le défenseur naturel est inapte se trouve de ce fait en grand danger face à l'ennemi, condamnée à la catastrophe.

Que dire alors de ces villes d'aujourd'hui qu'investissent en leur coeur des enfants livrés à eux-mêmes ? Le jour, ils subissent au mieux l'indifférence, au pire avanies, humiliations et brutalités de toute sorte infligées par les adultes. Mais, la nuit venue, ils deviennent paradoxalement les vrais "princes"⁴ de la cité, car ils sont alors les maîtres de ces trottoirs où ils ont trouvé un abri, un gagne-pain, et aussi une identité : "*Le jour, je suis un enfant des rues, / La nuit, je suis un enfant de la nuit*", comme le proclame l'un d'eux⁵. Pour autant, il ne s'agit pas ici d'exaltation poétique, mais de la

¹ La première ébauche de ce texte a été présentée à l'Annual International African Studies Conference de l'université d'Edimbourg "*Africa's young Majority: meanings, victims, actors*" (2001), et publiée sous le titre : "Woe to The, o City, when thy King is a (street) Child! Essay for a typology of the dynamics of the street children's universe" in B. Trudell et al. (éd.) : *Africa's Young Majority*. Edimbourg, Centre of African Studies, 2002, 342 p. (pp. 229-254).

² Ecrite en 1951, mais jouée pour la première fois (dans une version remaniée afin de ne pas choquer les autorités ecclésiastiques) seulement en 1967.

³ "*Malheur à toi, Pays dont le prince est un enfant*", Ecclésiaste X, 16.

⁴ Voir par exemple le titre du film de fiction sur (et avec) les enfants de Casablanca : *Ali Zaoua, prince de la rue*, de Nabil Ayouch (2001, 1 h 30).

⁵ Poème d'Ibrahima Konaté, gamin de Dakar âgé d'environ 11 ans, dont trois passés dans les rues : "*Je ne dors pas la nuit. / (...) La nuit / être dans la rue devient presque une chance. / (...) Le jour, je sais bien que je n'aurai pas de bol. / Que ce sera compliqué. / Dur. / La nuit. / C'est la revanche gaie. / C'est le jour à l'envers. / Comme ma vie.*"

douleur d'une déchirure, tant sociale que personnelle : le monde de la rue est tout sauf un lieu d'épanouissement réel pour ceux qui y vivent durablement. Certes, les gamins, parce qu'ils ont en eux la force vitale de l'enfance¹, y trouvent aussi, malgré toutes les souffrances de leur survie quotidienne, les joies réelles de la liberté et de l'aventure. Il faut bien prendre garde à ne se laisser obnubiler ni par les aspects tragiques ni par les moments réellement heureux qu'ils y connaissent. Cependant, un tel rejet de certains enfants sur les marges de la société n'est-il pas, avant tout, un malheur et un danger pour eux, mais aussi, tôt ou tard, pour la collectivité toute entière ?

Nous parlons bien ici des *enfants de la rue* stricto sensu : ceux qui, en rupture avec leurs parents, et aussi avec la société adulte "normale", vivent en permanence dans les espaces publics des centres-villes², bien visibles et pourtant ostensiblement ignorés, au milieu des splendeurs architecturales, des vitrines luxueuses, du trafic bruyant et des passants bien habillés, qui croisent sans daigner les voir ces grappes de moutards en guenilles. Quand leur nombre s'accroît, ils s'installent aussi dans les principaux marchés de quartier et dans les grandes gares (routières, ferroviaires ou fluviales³), car leur survie est directement liée à la densité des activités (d'où des paquets à porter, des déchets à récupérer...) et au nombre des passants (à apitoyer ou à voler), et aussi facilitée par l'anonymat que permet la foule. La nuit, ils restent parfois sur place, à même les trottoirs des "espaces de tout le monde", ou alors ils se cachent dans les nombreux "espaces de personne" : sur les plages⁴, dans les terrains vagues, sous les ponts⁵, dans les immeubles à l'abandon (comme la carcasse de béton de l'ancien hôpital central d'Abidjan, rebaptisé ironiquement "le Château")⁶... Dans les pays de l'ancienne Union soviétique, en Roumanie, en Mongolie, où l'hiver est très rude, les enfants de la rue se réfugient dans les canalisations souterraines du chauffage central urbain, sous les rues, avec les conditions d'hygiène que l'on devine. Ne croyons surtout pas que le phénomène n'est qu'exotique : a été récemment publié le témoignage d'un petit Français, de souche bretonne, que la déchirure de sa famille avait chassé de chez lui à l'âge de 12 ans, et qui a vécu trois années dans les rues du XIV^e arrondissement de Paris⁷. Il était loin d'y être seul : de nombreux autres petits étaient là, tous à la suite de problèmes familiaux, et qui survivaient d'expédients (mendicité, vols, trafic de drogues, prostitution), exactement comme les gamins du Tiers-monde.

La problématique soulevée par ces enfants isolés des adultes est nettement différente du cas des mineurs qui travaillent dans les rues, mais continuent à vivre au sein de leur famille, ou (exceptionnellement) dorment dans la rue tout en maintenant des liens étroits avec les leurs⁸. Elle

Édité sous la direction de Jean-Michel Bruyère : *L'envers du jour. Mondes réels et imaginaires des enfants errants de Dakar*. Paris, 2001, 319 p. (pp. 50-51)

¹ En tout cas, leur intense joie de vivre n'a rien de commun avec la désespérance absolue, le vide intérieur effrayant des clochards parisiens décrits par Patrick Declerck (*Les Naufragés*. Paris, 2002, 458 p.).

² C'est-à-dire le lieu le plus spécifiquement urbain (le "*central business district*" des géographes), là où, dans un cadre voulu prestigieux, se concentrent les activités et se multiplient les passages de population (le jour : la nuit, ces quartiers sont en général à peu près déserts, hormis les gardiens - et les enfants). Dans les agglomérations très étendues, comme Abidjan, Mexico ou Addis Abeba, peuvent exister aussi plusieurs centres secondaires.

³ Comme les *beach* qui se font face de part et d'autre du Congo, à Brazzaville et à Kinshasa.

⁴ En particulier à Dakar, où les falaises escarpées qui entourent le Plateau leur offrent d'excellents abris. Par contre, on ne dort pas sur la plage à Bujumbura : il y a des crocodiles qui peuvent sortir la nuit du lac Tanganyika.

⁵ Ainsi à Lagos, où les enfants qui survivent dans les rues sont appelés en yoruba les "*awon omo abe bridge*" : les "enfants qui vivent sous les ponts" (selon Jinmi Adisa : "Lagos: street culture and families in the street", in Georges Héroult et Pius Adesanmi (éd.) : *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*. Ibadan, 1997, 419 p., pp. 89-145, ici p. 102).

⁶ Cf. Yves Marguerat : "Enfants, jeunes et marginalités. Le cas de l'Afrique", in Stéphane Tessier : *L'Enfant des rues et son univers*. Paris, 1995, 228 p. (pp. 63-75).

⁷ C'était de 1979 à 1982. Cf. Dr Jean-Claude Alt : *Bulletin de la Commission enfants* d'Amnesty international n° 4, juin 2002, p. 10.

⁸ Voir, par exemple, en Ethiopie les enfants de l'ethnie gouragué (un groupe rural dynamique, particulièrement actif dans le commerce citadin) qui migrent vers la capitale en groupes d'enfants qui restent très solidaires. Ils reviennent ensuite à leur village avec l'argent gagné en ville (ils y ont par exemple accaparé la fonction de cireurs de chaussures). Ils dorment en général dans des chambres louées à plusieurs, et rarement dans la rue. Mais, pour l'opinion publique,

diffère tout autant de celle des jeunes des bidonvilles et des bandes des territoires périphériques des mégapoles déstructurées, dont la socialisation est spécifique¹. Les enfants de la rue sont le produit d'un phénomène d'exclusion qui se constate aujourd'hui dans pratiquement tous les continents, y compris les plus prospères², et dont l'origine est partout la même : la déstructuration de la cellule familiale, favorisée par l'urbanisation et exacerbée par la grande pauvreté ou, bien plus grave encore, par l'appauvrissement, surtout s'il est brutal. Mais il faut bien avoir en mémoire que l'instabilité des familles peut toucher toutes les catégories sociales, avec toujours les mêmes effets³.

Toutefois, s'il est largement répandu (bien que les effectifs en question soient toujours très modestes, quoi que prétendent les médias : par ville, ces enfants ne se comptent que par centaines ou, au plus, par milliers), cet univers de la marginalité infantile est loin d'être partout le même. Certes, quand on les côtoie, on découvre que les gamins de la rue ont des comportements étonnamment semblables, partout, et quel que soit leur âge, car ils sont impérieusement façonnés par leurs conditions de vie, c'est-à-dire par la précarité la plus immédiate, et par les carences affectives dont ils souffrent⁴. Mais, d'une ville à l'autre, les situations concrètes se révèlent fort diversifiées, voire contradictoires, bien au-delà des simples contrastes culturels entre sociétés citadines. Naturellement, les continents présentent des situations sociales fortement différenciées : par rapport à l'Afrique noire, l'Amérique latine, qui a subi l'urbanisation de masse au moins un demi-siècle plus tôt, avec des inégalités de fortune extrêmes, connaît, dans ses milieux populaires, une déstructuration des liens entre les habitants beaucoup plus avancée, marquée en particulier par l'éclatement presque généralisé des cellules familiales. Il n'est donc pas étonnant que la question des enfants de la rue y soit nettement plus ancienne⁵, et plus grave. Mais on constate également qu'entre deux villes aussi similaires qu'Abidjan et Nairobi, équivalentes par la taille comme par l'ancienneté, capitales de deux pays largement comparables, les conditions d'existence dans la rue pour les gamins n'ont rien de commun : elles sont assez faciles et même attractives⁶ pour ceux d'Abidjan, tragiques pour leurs homologues kenyans, car Nairobi est sans doute, dans ce domaine, l'un des cas les pires qui soient au monde⁷ (on y reviendra).

leur apparence dépenaillée les fait facilement confondre avec les vrais gamins de la rue. Cf. Claire Bayon : "Les enfants de la rue d'Addis Abeba", à paraître in *Jeunesses marginalisées* n° 2 (2003).

¹ Ainsi au Venezuela, où les différences très marquées entre les *malandros* (truands âgés au plus de 25 à 30 ans - leur espérance de vie maximale), les *pandilleros* (jeunes des bandes hyper-violentes qui quadrillent les *barrios* misérables ceinturant Caracas) et les enfants de la rue survivant dans le centre-ville de la capitale, décrites par Yves Pedrazzini et Magaly Sanchez : *Malandros, culture d'urgence à Caracas*. Paris, 1998, 271 p.

² Les pays riches ont, avec leurs innombrables spécialistes et institutions, les moyens, sinon de résorber, du moins de masquer pour l'essentiel les phénomènes d'exclusion des enfants, quitte, parfois, à s'acheter à grands frais une tranquillité qui retardera l'expression de l'asocialité jusqu'à l'âge adulte. Il est frappant de constater qu'en France, un nombre important des "jeunes errants" (et des clochards plus âgés) sont des anciens des diverses formes d'aide publique à l'Enfance. L'afflux récent d'enfants et des jeunes arrivés de l'étranger (en particulier de Roumanie), qui survivent de mendicité, de chapardages ou de prostitution dans les rues de Paris, n'est qu'un aspect de la "mondialisation" en cours : mise en commun des problèmes plus que des solutions.

³ Voir Y. Marguerat : "Les chemins de la rue : essai de synthèse sur les processus de production d'enfants de la rue en Afrique", in Claude Pairault (éd.) : *Citadins et ruraux en Afrique sub-saharienne*. Yaoundé et Paris, 2000, 440 p. (pp. 387-403).

⁴ Cf. Françoise Bompard et Yves Marguerat : "Le temps, l'argent et le sexe : la psychologie de l'enfant de la rue en Afrique Noire", *Cahier de Marjovia* n° 3, 1996, pp. 72-74.

⁵ Si l'on ne remonte pas jusqu'à l'immortel Gavroche des *Misérables* (1862), avec lequel Victor Hugo a créé l'archétype du gamin de la rue, avec son audace, sa gouaille et sa générosité, la plus ancienne description littéraire des enfants de la rue "modernes" est sans doute le roman du Brésilien Jorge Amado, *Capitaines des sables*, dès 1937. Ces enfants qui vivent sur une plage de Salvador de Bahia sont finement observés, mais que l'auteur s'illusionne en les imaginant comme une avant-garde de la Révolution sociale : les enfants exclus ne veulent pas du tout changer le monde, seulement s'y réinsérer, ou du moins en profiter.

⁶ Ce qui explique pourquoi ces enfants quittent si facilement les nombreuses institutions (pourtant sérieuses) qui leur offrent des possibilités d'accueil (observations de l'auteur en 2001).

⁷ Voir les divers écrits de Deyssi Rodriguez Torres, en particulier : "Nairobi : les gangs de la rue en direct", in G. Héralut et P. Adesanmi (éd.) : *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, op. cit., pp. 9-87.

Parfois, c'est même d'un quartier à l'autre d'une même métropole, à courte distance, que les réalités divergent : à Yaoundé, les enfants qui survivent à la gare ferroviaire sont clairement distincts, aussi bien par leur degré de marginalisation que par l'origine géographique, de ceux installés au carrefour du centre commercial qu'ils ont rebaptisé "Campero", du nom de leur salon de jeux vidéo favori¹. De même à Lomé : les petits qui portent les paquets des voyageurs au poste-frontière entre le Togo et le Ghana, et qui ont commencé à se structurer en bandes hiérarchisées, ne sont pas les mêmes que ceux du grand-marché, à trois kilomètres de là (ils ne parlent d'ailleurs pas la même langue), et ils ne se mélangent pas². On observe une différence semblable à Calcutta, entre les enfants de la ville, surtout citadins ou péri-urbains, de langue bengali, et ceux de l'immense gare de Howrah³, ruraux et de langue hindi, qui ne s'éloignent pas de la proximité des voies ferrées par lesquelles ils sont arrivés : séparés de la mégapole par un bras du Gange, ils n'en franchissent que rarement le célèbre pont, et toujours pour les motifs les plus utilitaires : "Quasiment aucun de ces enfants ne fréquentent les rues du centre-ville, et ils ont souvent une connaissance très rudimentaire des endroits les plus connus de Calcutta."⁴

Pourtant, ce kaléidoscope n'est pas sans cohérence profonde. Pour comprendre l'unité qui sous-tend toutes ces singularités, il faut, grâce à une démarche de type fonctionnaliste, qui observe les mécanismes en jeu, reconstituer la dynamique qui est à l'œuvre dans les phénomènes de marginalité infantile. La logique qui relie ces formes si diverses est celle d'un continuum qui se déploie dans le temps. Il nous faut donc ici introduire la notion d'évolution dans des situations qui ont presque toujours été décrites au seul présent. Collectivement, les enfants de la rue sont le produit d'une société particulière, c'est-à-dire des transformations de celle-ci. Mais le microcosme spécifique qu'ils composent a son histoire propre, et il a aussi un devenir, que la compréhension de son évolution peut rendre plus ou moins prévisible.

En effet, si l'on compare les situations concrètes, on découvre que les évolutions sont largement communes : les caractères nouveaux que prend le phénomène avec le temps se révèlent, mutatis mutandis, largement semblables à travers les cas décrits. En général (pour ne pas dire d'emblée toujours), ces transformations signifient une dégradation de la situation : une aggravation des conditions de vie des enfants, qui correspond directement à la détérioration de celles des milieux sociaux dont ils sont issus, et aussi de la qualité de la vie de la cité elle-même, sous forme de montée de la précarité et de l'insécurité. On sait déjà que, sans l'offre d'une aide extérieure, les enfants de la rue ont, à l'échelle individuelle, très peu de chances de pouvoir se réinsérer dans la société⁵ ; on va essayer ici de déchiffrer le devenir collectif de ce monde nouveau qu'ils ont formé aux marges de la société, en plein cœur de ses centres urbains.

Malgré la foisonnante diversité des réalités qu'il faut ici réunir pour en élaborer une théorie d'ensemble, la synthèse des observations conduit à identifier, au sein de la continuité des phénomènes, un certain nombre de similitudes, qui marquent des gradations : il y a, dans leur évolution, comme des étapes, qui seront franchies les unes après les autres.

Le rythme de cette dynamique, le passage d'une étape à la suivante, n'est pas nécessairement lié à la durée, car une même situation peut se maintenir très longtemps ou, à l'inverse, se transformer très vite. Une observation menée à Lagos en 1941 y avait déjà trouvé des centaines de gamins de la rue (des "*desperados*" du 12-14 ans", vivant notamment dans les cimetières)⁶ : rien d'étonnant à ce que la situation de la capitale du Nigeria soit si grave aujourd'hui. Mais, à Phnom Penh, le phénomène n'est apparu que dans les années 1992-93, et il s'est rapidement diversifié dans ses

¹ Selon Marie Morelle (recherche en cours).

² Cf. Y. Marguerat : "Les gamins de la frontière Togo-Ghana : une brève étude d'enfants de la rue travailleurs", *Jeunesses marginalisées* n° 1, GREJEM, 2002, pp. 91-105.

³ Cf. Béatrice Voisard : *Enfants sans famille dans la gare d'Howrah (Calcutta)*. Paris, 2003, 104 p. multig. (p. 27).

⁴ Ibidem, p. 81.

⁵ Voir, toujours de l'auteur : "Rue sans issue : réflexions sur le devenir spontané des enfants de la rue", in G. Hérault et P. Adesanmi, op. cit., pp. 383-398.

⁶ John Iliffe : *The African Poor*. Cambridge, 387 p. 1987 (p. 187).

formes (sans toutefois atteindre le niveau de la véritable bande)¹. Dans les pays de l'ex-Union soviétique, il a explosé en encore moins de temps, avec, à en croire les médias, l'apparition presque immédiate de bandes dangereuses, pratiquant racket et prostitution : dès que le contrôle politique et policier s'est effondré, des pans entiers de la société se sont disloqués, et beaucoup d'enfants ont quitté leurs géniteurs, souvent eux-mêmes en profonde détresse, entre leur éviction de leur logement et leur naufrage dans l'alcool.

Par ailleurs, des stades différents peuvent coexister dans une même ville : l'apparition d'une nouvelle étape n'abroge pas d'un coup les situations précédentes, dont les traces pourront subsister longtemps (citons un seul exemple : la structuration en bandes laisse à l'écart des enfants isolés, du moins aussi longtemps que la survie sera encore possible pour eux). Nous devons, cela va de soi, nous garder impérativement de tout déterminisme sociologique rigide, mais on peut tenir pour vraisemblable que le passage d'un niveau à l'autre est provoqué soit par l'accroissement du nombre des enfants concernés, soit par la péjoration de leurs conditions de vie dans la rue, soit, bien plus encore, par les deux à la fois.

Notons aussi que, dans l'état actuel de l'information disponible, on ne connaît pas d'exemples d'évolution spontanée vers un retour à des états moins graves. Par contre, des actions de terrain bien menées², en permettant une diminution du nombre des enfants marginalisés, peuvent obtenir de nettes améliorations, au moins temporaires.

Afin de synthétiser la dynamique sociale de l'univers des enfants de la rue, on peut classer les diverses situations comme cinq stades successifs, qu'on appellera respectivement : les *premiers pas*, la *stabilisation*, la *structuration*, la *féminisation* et enfin la *contre-société*.

Bien sûr, il ne s'agit ici que de la schématisation logique de réalités infiniment nuancées. C'est une démarche qui, inévitablement, est réductrice, qui oblige à forcer le trait, à gommer les nuances. Ceci d'autant plus que, dans des contextes identiques, des enfants a priori semblables peuvent, individuellement, réagir de façon opposée. On peut reprendre un exemple cité par Boris Cyrulnik : "Dans l'île d'Hawaï, 200 enfants en grave situation de risque parental et social ont été suivis régulièrement. Quelques décennies plus tard, 130 avaient connu une évolution médicale, psycho-affective et sociale catastrophique, confirmant l'importance des facteurs du milieu. Mais personne ne s'est intéressé à ce que sont devenus les 70 enfants gais, épanouis et bons acteurs sociaux malgré l'épreuve de leurs petites années."³ On peut -on doit- se réjouir de ces 35 % qui se sont tirés d'affaire grâce à leur énergie intérieure, à cette remarquable capacité de résistance aux coups du sort que Boris Cyrulnik a popularisée sous le nom de "résilience". Ici, ce qui va précisément nous intéresser, ce sont les itinéraires collectifs, comme ceux qui ont conduit les 130 autres enfants à rater leur vie⁴.

Seule une formalisation théorique de l'évolution globale du monde de la rue peut permettre de comprendre ce qui se passe, et surtout où l'on va globalement. Une telle approche n'est pas seulement un exercice intellectuel : il faut que les responsables de la cité comme les acteurs de terrain aient les moyens d'analyser correctement les réalités sur lesquelles ils veulent intervenir, car, si, croyant bien faire, on plaque une expérience issue d'une situation donnée sur une autre située en fait à un niveau différent, et qui aurait donc exigé des réponses différentes, on est certain de courir à l'échec.

1 - Les premiers pas

L'apparition des premiers enfants vivant seuls dans les espaces publics, en principe pleinement visibles de tous, est toujours très discrète : nul ne prête attention à quelques mômes

¹ Selon Paul Rohmer : *La jeunesse marginalisée à Phnom Penh*. Paris, 2003, 153 p. multig.

² C'est-à-dire fondées avant tout sur le respect de l'enfant (cf. la "Charte d'ESPPER" qui résume ces principes).

³ In *Un merveilleux malheur*. Paris, 2002, 218 p. (p. 14).

⁴ On peut quand même s'interroger sur l'inefficacité des services sociaux concernés...

dépenaillés qui mendient ou qui lavent les pare-brise aux feux rouges. On les croit comme les autres petits pauvres, simplement de passage dans les rues. Ou bien l'on ne voit là qu'un accident temporaire, qui se résorbera de lui-même, ou par une simple répression policière¹. Souvent, les pouvoirs publics se refusent longtemps à reconnaître une réalité qui dérange, voire interdisent qu'on évoque ce qui, politiquement, n'a pas le droit d'exister : en 1980 encore, les autorités ivoiriennes expulsèrent un missionnaire français qui avait osé exposer publiquement le problème dans la presse internationale².

Pourtant, c'est dès 1964 qu'un autre prêtre d'Abidjan, le RP Martin³, fondateur par la suite du premier "village SOS" du pays, avait découvert la question, non sans surprise : son évêque l'avait chargé d'occuper les écoliers pendant les grandes vacances avec du sport et des jeux, pour leur éviter de traîner désœuvrés dans les rues. Mais, une fois la rentrée scolaire effectuée, certains petits continuèrent à se présenter à lui tous les jours ; il finit par se rendre compte que ceux-ci restaient là en permanence, qu'ils vivaient dans la rue, en contradiction avec tout ce que l'on affirmait alors hautement sur la solidarité indestructible de la grande famille africaine⁴.

Quand le phénomène apparaît enfin en pleine lumière, c'est qu'il a déjà pris un minimum d'ampleur. On ne sait pratiquement rien de la phase initiale, celle où la marginalisation de certains enfants existe, mais reste pratiquement invisible. A Lomé, c'est par les souvenirs d'un ancien enfant de la rue que j'ai pu situer l'apparition du phénomène en 1945-46⁵. A la fin de la seconde guerre mondiale, la brutalité de "l'effort de guerre" imposé aux Togolais avait jeté en ville des milliers de jeunes ruraux, perçus avec effroi par les autorités coloniales ; en fait, ceux-ci ont très bien su s'intégrer dans une économie alors en plein envol, et n'ont pas spécialement alimenté la délinquance juvénile. Les tout premiers enfants en rupture avec leurs parents étaient déjà exactement ce qu'ils sont restés par la suite : des citoyens, tous issus de la désagrégation de la cellule familiale dans une société anciennement urbanisée. La création, dès 1947, d'une unité de rééducation juvénile au sein de la prison, puis, en 1949, du premier véritable centre de réinsertion du Togo (pour dix à quinze enfants "délinquants"), montre qu'on avait déjà pris la mesure d'un problème qui, ailleurs en Afrique, n'apparaîtra le plus souvent qu'une vingtaine d'années plus tard.

Il n'existe guère de descriptions de ces premiers pas, par définition très ténus. On peut cependant citer Philippe Gervais-Lambony, géographe attentif à tout ce qui compose le paysage citadin, qui a observé l'apparition des tout premiers gardiens de voiture à Harare, en 1989, et l'hostilité qu'ils suscitèrent aussitôt : "Les enfants des rues, les *street kids*, n'existaient pas avant l'Indépendance du Zimbabwe, et n'auraient pas été tolérés. Comme toutes les activités informelles, le gardiennage de voitures a mis longtemps à se développer. (...) La presse s'est émue du développement de ce phénomène, (...) stigmatisant avec facilité la perversion de la jeunesse et les conséquences néfastes sur la "morale publique" de telles pratiques. Les Zimbabwéens blancs n'ont pas la mauvaise conscience des expatriés d'Abidjan ou de Lomé : leurs relations avec les enfants des

¹ Par exemple en les embarquant dans un camion militaire pour aller les larguer plus ou moins loin dans la campagne. Il ne leur faut jamais bien longtemps pour revenir à leur point de départ.

² C'est le "forum international de Grand-Bassam" (aux environs d'Abidjan), en mars 1985, qui a marqué, pour beaucoup des pays participants, la reconnaissance publique du problème en Afrique francophone. En Chine, la question est toujours niée officiellement : ce n'est que clandestinement que Daniel Stoecklin a pu étudier les gamins de Shanghai. Si les bambins mendiants sont durement exploités par des adultes (policiers compris), les timides adolescents vagabonds sont, eux, pourchassés, car leur liberté est un défi intolérable pour le régime (*Enfants des rues en Chine*. Paris, 2000, 368 p.).

³ Confiance personnelle (1984).

⁴ Affirmation qui nourrit encore bien des discours officiels, qui exaltent volontiers un théorique paradis perdu de l'enfance d'autrefois. Pourtant, quand on en cherche, on peut retrouver dans l'histoire des traces irréfutables de véritables maltraitements infantiles pré-coloniaux (cf. Y. Marguerat : *Onze enfants dans l'Afrique d'autrefois face à leurs parents et face à l'école, selon leurs propres témoignages*, communication au colloque de Lomé sur les autobiographies africaines, février 2002, sous presse).

⁵ Voir de l'auteur : "Les *smallvi* ne sont pas des *gbevovi* : histoire de la marginalité juvénile à Lomé", in MARJUVIA (Y. Marguerat et D. Poitou éd.) : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*. Paris, 1994, 628 p. (ici pp. 248-280).

rues sont plus que tendues. Les Noirs des classes moyennes ou supérieures ne sont pas plus tendres (d'autant moins que l'automobiliste devrait payer deux fois : le parcimètre d'une part, le gardien de l'autre)."¹

Au Gabon, il n'y a pas encore de vrais enfants de la rue installés à demeure dans le centre de Libreville : seulement des gamins délaissés, plus ou moins délinquants, qui se fauillent dans les coins les plus reculés des quartiers pauvres, encore très largement ruraux dans leur paysage comme dans les mentalités, cachés par le rideau de théâtre des belles façades, "derrière la rue" selon l'expression de Massaye Boulingui-Ngouangui. Dans ces *matiti* (le mot désigne à la fois les fourrés d'herbes épaisses et ces villages citadins bien cachés), des enfants et des jeunes se débrouillent pour survivre, par tous les moyens. "Le passant comprendra à leurs attitudes qu'ils ont une activité suspecte telle que la drogue ou le partage du butin de leurs vols. A l'approche d'un inconnu, ils s'enfuient par des passages secrets dans les hautes herbes ou dans les marécages. Ils dorment dans des maisons abandonnées ou dans des épaves de voitures..."² La marginalité infantile est là, mais pas encore l'enracinement au cœur de la ville, pas encore la visibilité.

A ma connaissance, la seule étude approfondie sur l'apparition des enfants des rues est celle qui a été menée en 1994 à Gaborone, au Botswana, par Eugene Campbell et Tidimani Ntsabane³, qui n'en dénombrent que 239 (des garçons à 95 %), dont seuls 17 vivaient en permanence dans la rue⁴. Dans la petite capitale (mais en croissance rapide) d'un pays auquel divers atouts et surtout une bonne gestion ont évité -ou du moins limité- nombre des maux des villes du Tiers-monde, les auteurs décrivent une réalité étonnamment mouvante, où les enfants peuvent changer très facilement de statut. Issus pour la plupart des familles, plus ou moins disloquées, des quartiers les plus pauvres, là où règnent chômage, alcoolisme et maltraitements, ces enfants ont le plus souvent cherché à fuir une vie trop pénible. Une fois dans la rue, ils ont découvert qu'ils pouvaient facilement y gagner de l'argent et, au bout de quelque temps, ils sont retournés vivre -ou du moins dormir- sous un toit familial (pas forcément celui de leurs géniteurs), tout en gardant un pied dans l'espace public pour y continuer leurs activités lucratives, quitte à retourner y vivre de temps en temps.

Autrement dit, dans ces situations de débuts incertains, les grandes catégories habituelles sont encore floues : la grande distinction que l'on trace entre les enfants *dans* et les enfants *de* la rue⁵ n'est pas du tout clairement tracée, ni dans la pratique des enfants ni dans la perception des adultes⁶.

¹ Il est intéressant de prolonger la citation : "Le gouvernement est finalement intervenu en juin 1991, lâchant la police sur les *street kids* avec pour mission de les arrêter et de "nettoyer" les rues du centre-ville. Les enfants ont trouvé des défenseurs, des sociologues ont écrit des articles, des ONG ont entrepris des actions d'aide et de recherche des familles. (...) La répression a continué : les *street kids*, bien plus que les clochards, sont une menace du point de vue des autorités urbaines dans la mesure où ils tendent à contrôler l'espace et à imposer leur loi. Il est probable cependant que, étant donnée la situation économique et démographique à Harare, on ne pourra enrayer longtemps le phénomène." Et l'auteur de conclure : "Pour les autorités zimbabwéennes [qui visaient alors avant tout à maintenir le statu quo hérité de la riche Rhodésie coloniale], les *street kids* sont une image du sous-développement qui est intolérable dans le centre-ville moderne." Ph. Gervais-Lambony : *De Lomé à Harare, le fait citadin*. Paris, 1994, 480 p. (pp. 422-423).

² Cf. M. Boulingui-Ngouangui : "Enfants et jeunes de "derrière la rue" à Libreville (Gabon)", *Cahier de Marjovia* n° 8, 1999, pp. 55-62 (ici p. 59).

³ *Street children in Gaborone*. Dakar, 1996, 115 p., dont j'ai traduit l'essentiel in *Cahier de Marjovia* n° 9, 1999, pp. 97-107.

⁴ C'était avant l'explosion de l'épidémie de Sida (le Botswana est maintenant l'un des pays les plus touchés au monde), qui produit des milliers d'orphelins. Inévitablement, ceux-ci finiront tôt ou tard par saturer toutes les capacités d'accueil : beaucoup de ces orphelins risquent de se retrouver un jour dans la rue.

⁵ Faut-il rappeler que, selon la convention adoptée depuis le forum de Grand-Bassam, en 1985, les enfants *dans* la rue ne font qu'y travailler et rentrent en famille le soir, alors que les vrais enfants *de* la rue, du fait de leur rupture avec les adultes, y vivent en permanence ?

⁶ Situation semblable à Windhuk, où les autorités namibiennes ont pu monter, avec le soutien de l'UNESCO, une stratégie de prévention pour des enfants (des garçons de 11 à 14 ans) en situation intermédiaire : ils ont quitté leur foyer, où ils subissaient indigence et mauvais traitements, mais ils y retournent de temps en temps pour rapporter à

C'est avec l'évolution du monde de la rue que cette coupure va devenir progressivement de plus en plus nette, de plus en plus profonde, bientôt pratiquement infranchissable dans le sens d'un retour vers la normalité.

Pour agir efficacement, il est essentiel de bien situer le problème des enfants que l'on veut secourir. Laura Nieri-Vassallo¹ a ainsi observé au Népal que les enfants des rues sont là parce qu'ils sont venus travailler en ville pour compenser la pauvreté des ménages ruraux. De puissantes ONG internationales, aussi bien intentionnées que mal informées, ont cru opportun de placer ces enfants dans des foyers fermés, sans nul doute excellents pour resocialiser de vrais enfants de la rue - mais, dans ce cas précis, ce n'est pas le cas. Ces institutions fabriquent donc plutôt des assistés passifs, contents de leur sort et de plus en plus coupés de leur milieu d'origine. On constate ainsi une nouvelle fois combien il est périlleux de transposer un schéma, si valable soit-il dans la théorie, sans en vérifier d'abord l'adéquation aux réalités locales, en l'occurrence le stade d'évolution du monde de la rue.

2 - La stabilisation

L'indicateur du passage au stade suivant de l'évolution est simple : c'est quand l'opinion publique a pris conscience de l'existence de ces enfants qui vivent seuls en permanence dans les centres-villes. L'image qu'elle en élabore est toujours extrêmement négative et stigmatisante². Les enfants ont maintenant eux aussi intériorisé leur statut, souvent non sans quelque fierté : la plupart d'entre eux en sont à l'étape "ludique" et surtout à l'étape "identitaire" au fil de ce que Riccardo Lucchini a défini comme la "carrière" individuelle de l'enfant de la rue³. Bien installés au cœur de la cité, ils assument crânement leur statut de marginalisés. Mais, dans leur for intérieur, ils souffrent de façon aiguë du mépris dont les accable la société des adultes "comme il faut", qui imagine pour les dénigrer les insultes les plus mordantes : *tapoori* ("déchet", "résidu de poubelle") à Bombay, *saligoma* (du français "sales gamins") à Kigali, *ogbologbo* ("mauvais garçon", en yoruba) à Lagos, *pegamentero* ("encollé", c'est-à-dire drogué aux vapeurs de colle) à Guatemala, et bien d'autres encore... Tous ces gens si gonflés de la certitude de leur supériorité sont pourtant bien incapables d'imaginer un instant le courage, les savoir-faire, l'endurance que les petits doivent déployer tous les jours pour survivre : ce n'est pas sans raison que ceux de Bujumbura s'appellent eux-mêmes les *batimbayi*, c'est-à-dire les "increvables"⁴ - désignant à l'origine une peau de tambour, que l'on frappe sans pitié mais qui résiste, le mot en dit long.

Pour les enfants de la rue, le grand paradoxe est donc que leur vie juxtapose les plaisirs de la liberté, y compris l'attrait de gains d'argent pas du tout négligeables, et les souffrances -physiques et morales- de l'exclusion. Entre plaisirs et souffrances, la balance n'est pas toujours perçue par eux

leur mère (chef de famille avec la charge de nombreux petits frères) les gains obtenus dans la rue. Cf. Jean-Pierre Vélis : *Fleurs de poussière : enfants de la rue en Afrique*. Paris, 1993, 172 p. (ici p. 41).

¹ *Cahier de Marjuvia* n° 10, 2000, pp. 52-63.

² Cependant, à Brazzaville, ils ont la réputation d'être dotés de certains pouvoirs surnaturels (ils sont les *bâla bameso maya*, les enfants "aux quatre yeux", qui voient ce que l'on ne doit pas voir, font impunément ce que l'on ne doit pas faire). Cette croyance rend la population prudente à leur égard, et de ce fait la police moins aveuglément répressive qu'ailleurs (cf. Francis Gatterre : "Être un *kimona meso* au *beach* de Brazzaville", in *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., pp. 350-356).

³ Rappelons que, selon R. Lucchini, cette "carrière" se déroule selon cinq grandes étapes (même si chaque enfant les parcourt à son rythme propre) : 1) l'éloignement progressif de l'enfant de chez lui, de son plein gré ou non ; 2) l'entrée "à caractère ludique" dans le monde de la rue, avec la fascination de la découverte de la liberté ; 3) la vie dans la rue à caractère contestataire et identitaire, où l'enfant affiche son mode de vie ; 4) la rue vécue comme routine, éventuellement en y devenant un "caïd" ; 5) enfin, la sortie de la rue (phase peu explicitée). Cf. *L'enfant de la rue. Identité, sociabilité, drogue*. Genève-Paris, 1993, 248 p. (surtout p. 134).

⁴ D'un radical verbal kirundi *timb*, "être frappé fort" (et le supporter), "endurer" (notamment le mauvais temps)...

comme négative¹. On peut ainsi constater, chez d'anciens gamins de la rue aujourd'hui parfaitement resocialisés, la manifestation, une décennie plus tard, d'un orgueil évident pour avoir été capables de mener cette vie-là². Mais n'idéalisons pas : plus le temps passe, et plus le mépris qui les entoure est intériorisé, plus l'enfant va perdre toute estime de lui-même, tout sentiment de valoir quelque chose. Il sera alors en grand danger de se laisser sombrer, en particulier dans la drogue.

Désormais, la coupure est de plus en plus nette entre les enfants *de* et les enfants *dans* la rue. C'est ainsi que les petits cireurs de chaussures, que l'opinion publique traite avec méfiance et mépris, ne sont en général pas des enfants de la rue, mais de (très) jeunes travailleurs ; ils sont même souvent soutiens de famille : c'était le cas de 60 % de ceux de l'aéroport d'Abidjan au milieu des années 1980³. On notera ici une différence sensible entre les villes d'Afrique et d'Amérique latine : dans les secondes, la misère des citadins et la déstructuration des ménages, avec leur cortège de violences intra-familiales (cause banale de la fuite des enfants, parfois tout petits) sont, on l'a dit, bien plus anciennes, la multiplication des activités informelles de survie aussi. De ce fait, les *gamines de la calle* ont, en général, découvert de prime abord la vie de la rue en y exerçant les divers petits métiers ambulants, puis ils se sont détachés progressivement de la famille qui récupérait leurs gains et, de surcroît, les maltraitait quand ils revenaient au taudis natal⁴. En Afrique, il est beaucoup plus fréquent que les enfants plongent directement dans la rue après avoir rompu avec les leurs (a fortiori pour ceux qui proviennent de campagnes plus ou moins éloignées).

Certains des enfants de la rue peuvent continuer à exercer divers petits métiers (surtout la vente à la sauvette), mais, du fait qu'ils vivent en permanence dans les espaces publics, ils se heurtent à une difficulté sérieuse : éviter le vol de leur petit stock⁵, disparition qui, souvent, entraînera la fin de leurs activités honnêtes. Les retours spontanés à une vie normale (c'est-à-dire celle que mènent les autres jeunes du même âge) sont encore possibles, mais ils apparaissent de plus en plus difficiles et rares à mesure que le temps passe : beaucoup s'installent dans l'étape individuelle de la "routine" définie par R. Lucchini, et ils deviennent ainsi, progressivement, les "grands" de la rue⁶.

Cette situation est vraisemblablement la plus répandue dans le monde, comme le montrent de nombreuses observations⁷. On constate en général une répartition des activités⁸ selon les âges : schématiquement, les plus petits (en dessous de 10 ans, mais cette catégorie d'âge n'apparaît qu'avec

¹ Si les premiers l'emportent sur les secondes, on comprend pourquoi les enfants sont peu tentés par les offres d'accueil que les ONG leur proposent, comme je l'ai constaté à Abidjan.

² Ainsi d'anciens enfants de la rue éduqués dans les foyers de l'association OPDE que j'ai pu interroger à Bujumbura, où ils ont été parmi mes meilleurs informateurs (cf. *Les Enfants de la rue au Burundi et les moyens d'intervention*. UNICEF-Bujumbura, 2000, 92 p.).

³ Selon les responsables du Centre pilote des jeunes de Port-Bouët : *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., pp. 294-295. Par contre, à Accra, dans une société profondément déstructurée depuis deux décennies, et où les enfants de la rue sont victimes d'une très forte exclusion (80 % d'entre eux sont analphabètes, dans un pays qui était jadis l'un des mieux scolarisés d'Afrique, et certains forment déjà une deuxième génération, née dans la rue), ce sont bien eux qui cirent les chaussures. Cf. le RP Patrick Shanahan : "L'autre Afrique : les enfants de la rue à Accra (Ghana)", *Cahier de Marjovia* n° 8, 1999, pp. 101-110.

⁴ Même observation au Cambodge, dans un contexte culturel où l'enfant avait l'obligation morale impérieuse de "se sacrifier" pour les auteurs de ses jours. La guerre civile et la tyrannie délirante des Khmers rouges ont largement détruit les liens familiaux et banalisé la violence. Recrus de tourments dans ce qui leur reste comme famille, certains des enfants qui travaillent dans les rues de Phnom Penh finissent ainsi par ne plus revenir chez eux. Voir Rose-Anne Papavero : "Les processus de marginalisation de l'enfant de la rue au Cambodge", *Cahier de Marjovia* n° 4, 1996, pp. 25-42.

⁵ La nuit, ceux d'Accra rétribuent l'un d'entre eux pour garder les boîtes à cirage pendant leur sommeil.

⁶ Cf. le documentaire *Paroles d'enfants* (1998), d'Eric Guéret et Oumar Sow : une enquête pour retrouver une dizaine de gamins de Dakar qu'ils avaient déjà filmés quatre ans plus tôt. Aucun d'entre eux n'a pu se réinsérer de lui-même, et les visages montrent bien les stigmates de la vie qu'ils ont vécue.

⁷ Voir par exemple les nombreuses monographies des *Cahiers de Marjovia* et de *Jeunesses marginales*. Notons que la quasi-totalité des études portent sur les capitales, où les situations sont a priori plus graves, et surtout plus visibles (des autorités comme des journalistes) : on ignore pratiquement tout de ce qui se passe dans les villes plus petites.

⁸ Activités principales, car ils en exercent bien souvent plusieurs en même temps (y compris le vol).

le temps, à mesure que la situation sociale se détériore) mendient, car leur âge tendre inspire facilement la pitié. Les moyens (10-15 ans) portent les paquets, récupèrent les déchets, lavent et gardent les voitures (une garde contre le danger qu'eux-mêmes représentent en cas de refus de l'automobiliste, mais, dans les centres-villes les plus encombrés, comme la place de l'Indépendance à Dakar, ils rendent un service réel). Là où cette garde est vraiment rentable, par exemple au Plateau d'Abidjan, ce sont les plus grands qui se la réservent¹ (ils ont 20 ou 25 ans ou davantage : il s'agit d'anciens "petits" qui ont grandi dans la rue, souvent pendant une décennie ou plus). Sinon, les aînés ont le plus souvent recours à une grande variété d'activités plus ou moins illicites. Ils disposent aussi, partout, d'une ressource facile et abondante : abuser de leur force pour racketter sans vergogne les plus faibles. Bientôt, leurs gains leur permettent de louer une chambre dans un quartier populaire - de ce fait, ils sortent alors de la catégorie des jeunes de la rue stricto sensu (ce qui est loin de signifier une normalisation sociale).

La fouille des ordures se pratique aussi dans certains cas (soit au centre-ville, soit dans les décharges de la grande périphérie). La prostitution, à tous les âges, est systématique dans le cas des filles (on y reviendra), plutôt rare chez les garçons, avec de grandes différences selon les diverses civilisations urbaines. Enfin, qu'ils soient grands ou petits, la plupart des enfants de la rue volent chaque fois qu'ils en trouvent l'occasion, plus ou moins subtilement, plus ou moins brutalement. Toutes ces activités ne demandent ni capital initial ni formation, juste un minimum de force et un maximum d'astuce, de sens de l'observation, de bagout, d'audace : ces enfants doivent toujours déployer énormément d'énergie et d'intelligence pour survivre.

Il est certain que beaucoup d'entre eux trouvent dans la rue des ressources non négligeables, et gagnent au moins autant d'argent qu'un adulte salarié de rang modeste (éventuellement beaucoup plus en cas de prostitution). Avec la liberté, cette possibilité de gains -relativement- faciles n'est pas le moindre des avantages de cette vie, qui ne manque donc pas de séductions. En contrepartie, ce monde de la rue est aussi une jungle, où la seule loi est celle du plus fort, toujours et partout. Et il faut souvent l'affronter à un âge encore bien tendre, parfois tout seul (du moins au début), toujours dans l'indifférence des adultes qui auraient dû être les guides et les protecteurs.

Parmi les libertés dont jouit l'enfant de la rue, figure en bonne place celle de circuler, que ce soit de quartier en quartier, comme à Abidjan², ou de ville en ville, à la recherche de meilleures conditions de vie ou pour fuir une menace de répression (de la police ou de ses propres copains) à la suite d'un vol, ou après avoir fugué d'un foyer, ou tout simplement par goût de l'aventure, pour quelques jours ou pour quelques années. C'est ainsi qu'à Thiès, principal carrefour routier et ferroviaire du Sénégal, les deux tiers des *faqqaan*³ ne sont pas originaires de la ville, y compris parmi les plus jeunes⁴. Au Cameroun, les gamins du Nord prennent volontiers le train (bien sûr, sans payer) pour venir dans les métropoles du Sud ; toutefois, l'inverse (de Douala ou de Yaoundé vers le Nord) est beaucoup moins fréquent⁵. Un bon réseau ferroviaire permet de circuler vite et loin aux enfants de la grande gare d'Howrah à Calcutta, qui paient leur déplacement en nettoyant les wagons. Un gamin de 12 ans raconte ainsi sa virée à Bombay (à 2 000 km, soit 35 heures de train) : "J'ai été juste pour visiter, car mes amis m'en parlaient. J'y ai aussi été pour voir la mer : j'ai nagé

¹ Les gardiens y obtiennent le double ou le triple de ce que gagne un cireur de chaussures : on comprend qu'ils aient évincé les petits. De surcroît, ils exploitent durement les nouveaux : des jeunes de 16 à 18 ans qui doivent payer cher le droit de garder les véhicules au long des quelques mètres de trottoir que veut bien leur concéder un ancien (observation personnelle, 2001).

² Les grands quartiers de cette vaste métropole éclatée dans l'espace présentent des caractères urbains bien distincts. On aurait donc pu croire que chacun aurait sa marginalité infantile distincte. Il n'en est rien : ce sont les mêmes gamins qui, selon les jours, vivent tantôt à Treichville ou à Cocody, tantôt à Yopougon ou à Port-Bouët...

³ Jeune voleur, plutôt violent (du verbe wolof *faq* : "arracher"). A Dakar, le mot désigne maintenant tout enfant en rupture avec les siens. Ceux décrits à Thiès sont assez dangereux.

⁴ Selon Ndèye Astou Fall : *Construction identitaire et violence dans un groupe de jeunes : les faqqaan à Thiès (Sénégal)*. Paris, 2000, 195 p. (pp. 68-69).

⁵ Y. Marguerat : "Les actions en faveur des enfants de la rue au Cameroun", *Cahier de Marjuvia* n° 9, pp. 128-136. Ces dernières années, avec la privatisation de la compagnie ferroviaire, les contrôles sont devenus plus stricts, et donc les voyages moins faciles.

dedans longtemps."¹ De même ceux de Java : installés sur le toit d'une rame à leurs risques et périls², ils viennent de toute l'île pour trouver un moment de calme dans la ville de Jogjakarta, réputée paisible pour eux³. En Côte d'Ivoire, pour aller de ville en ville, les gamins négocient la complicité des "balanceurs", les jeunes auxiliaires des conducteurs de minibus, qui jouent les acrobates sur les marchepieds. A l'opposé, ceux de Madagascar ne circulent pratiquement jamais d'une ville à l'autre, ni même, à Antananarivo, d'un quartier à l'autre - ce qui est aussi vrai pour les adultes, remarquablement sédentaires⁴.

Les déplacements peuvent être très divers quant aux distances, durées, raisons... Ainsi au Cambodge, comme le résume Paul Rohmer : "La plupart des villes de province attirent [les jeunes de Phnom Penh] pour des visites ponctuelles, à des amis ou à des parents, de quelques jours, mais qui parfois débouchent sur un emploi durable (sur les marchés ou aux stations de minibus, par exemple), visites presque touristiques aussi, par simple curiosité (en général en groupe), ou bien, très souvent pour les plus âgés, "mises au vert" pour échapper aux rivaux plus forts ou se faire oublier de la police ou des riverains après un mauvais coup..."⁵ Il y a là une grande pluralité de situations, qui renvoient bien sûr à celle des situations concrètes dans le monde.

A la longue, la situation des enfants bien installés dans le cœur de la ville peut devenir assez complexe. C'est ainsi qu'à Kinshasa, le vocabulaire populaire distingue finement toute une série de catégories d'enfants de la rue, stratifiées en fonction de l'âge et des activités, étapes que l'enfant parcourt successivement : les plus petits (4-8 ans), qui vivent de mendicité et de fouille des poubelles, seuls ou en tout petits groupes, sont les *moineaux*. Ils deviennent ensuite, de 9 à 12 ans, les *bana shege*⁶ (autrement dit les "indésirables"), plus audacieux et plus insolents, porteurs de bagages et voleurs, puis les *bana imbwa* (13-17 ans), qui font de même, mais organisés désormais en bandes. Plus âgés (de 15-17 ans à 20 ans et plus), ils seront soit *phaseurs*, des épaves noyées dans la drogue et définitivement clochardisées, soit *ballados*, jeunes délinquants dangereux, qui volent et violent en bande⁷.

En général, la réalité est beaucoup plus simple. Fondamentalement, ce qui caractérise le microcosme de la rue à ce moment de son évolution, c'est l'absence de relations stables et structurées entre les enfants. Certes, il existe fréquemment des groupes de copains (en général à peu près du même âge), quelquefois permanents⁸, en général plus ou moins fugaces, à géométrie variable selon

¹ Cf. Béatrice Voisard, op. cit., p. 85. Mais ces enfants hésitent à quitter l'Inde du Nord de langue hindi : "A Madras, les gens ne parlent pas l'hindi, pas le bengali ; alors, je ne peux pas parler..." (p. 86).

² Voir le film indonésien *Feuille sur un oreiller*, de Garin Nugruho (1998, 1 h 25), construit à partir d'un fait authentique : un enfant assis sur le toit d'un wagon a été décapité par la voûte d'un tunnel.

³ Le sultan, renommé pour sa bienveillance, interdit qu'on les maltraite. Cf. Julien Chapsal : *Enfants et jeunes de la rue à Jogjakarta*. Paris, 2001, 150 p.

⁴ Observations personnelles, 2001 et 2002.

⁵ P. Rohmer : op. cit., p. 37.

⁶ Par allusion aux refoulés parmi les demandeurs du visa européen de Schengen.

⁷ Le panorama se complète avec les jeunes marginaux adultes : les *nigiriba*, petits truands des quartiers populaires, qui imposent souvent leur autorité aux groupes des plus jeunes, et les *bana mayi* qui pratiquent toutes sortes de trafics illégaux mais plutôt non violents. Enfin, les *kraneurs* (au-delà de 30 ans), habillés avec recherche et menant la grande vie, sont les vrais "parrains" -sur le modèle mafieux classique- du système, ceux qui tirent le plus de profits de toutes les activités clandestines dans un pays où l'autorité de l'Etat, depuis longtemps dévoyée en "kleptocratie", s'est complètement effondrée. Voir Tshikala Biaya : "Kinshasa : anomie, ambiance et violence", in G. Héroult et P. Adesanmi : op. cit., pp. 329-378.

Notons que l'apparition des bandes relève déjà du stade de la "structuration" que nous allons décrire ensuite ; Kinshasa est une bonne illustration des possibilités de juxtaposition de niveaux différents au sein d'une même ville.

⁸ A Madagascar, les gamins d'Antananarivo sont volontiers -mais pas toujours- organisés en groupes stables, en général d'une dizaine de membres, qui ont conscience de leur unité (l'accueil d'un nouveau exige ainsi l'accord de tous) et pratiquent une forte entraide, mais qui sont dépourvus de chef. Le plus souvent, ces groupes réunissent des enfants d'une même tranche d'âges, correspondant à un même type de gagne-pain (mendiants, puis porteurs ou "picoreurs" de déchets, puis gardiens de voitures). Quand ils grandissent, les enfants changent donc en même temps de groupe et d'activité (Bobo Ravololomanga, recherche en cours).

les opportunités, les jours, les heures... L'amitié peut être très durable entre certains, mais, globalement, la solidarité entre les enfants se révèle plutôt aléatoire : parfois admirable (surtout face à la maladie), parfois nulle (surtout face à la faim). Mais, souvent, l'individualisme est extrême, et la camaraderie peut même être perçue comme un danger. Selon les observations d'Alain Sissoko à Abidjan¹, les enfants affirment qu'il faut être seul, n'avoir pitié de personne, ne rien attendre de personne ; un ami, cela vous trompe au moment du partage du butin ou cela vous dénonce, vous trahit. Chacun doit se battre seul, comme un dur, jusqu'au bout, jusqu'à la mort s'il le faut.

On sait que, depuis 1990, la quasi-totalité des gouvernements du monde ont ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant. Mais combien d'entre eux se soucient de faire assurer par leurs forces de l'ordre la sécurité à laquelle ont droit les enfants de la rue, comme tous les enfants ? Bien au contraire, au nombre des fléaux dont souffrent les gamins marginalisés, figurent très souvent les policiers, qui les brutalisent, avec ou sans prétextes, et fréquemment les rackettent, occasionnellement ou méthodiquement. C'est ce que racontent les jeunes d'Accra : "Quand ils envahissent nos "bases", ils arrêtent tout le monde et nous emmènent au poste. Là, ils prennent l'argent de ceux qui en ont, et ils les laissent partir. Les autres sont déférés au tribunal." Parmi eux, une jeune prostituée se plaint de devoir les payer quotidiennement en argent ou avec son corps, sous peine d'aller au poste et d'y subir de leur part un "gala" (viol collectif). Dans une atmosphère aussi pervertie, l'un des gamins peut conclure : "Nous et la police, nous sommes un : ils nous connaissent et nous les connaissons."² Même injustice à Bombay : "Lorsqu'un vol est commis à la gare [où survivent de nombreux gosses de tous âges], les enfants sont automatiquement accusés et raflés, l'argent dans la poche des enfants devenant la propriété des policiers. Ceux-ci interviennent très rapidement quand il y a soit-disant un délit commis par un enfant des rues, mais ils se montrent beaucoup moins zélés lorsqu'il s'agit de les protéger, affirmant que ce n'est pas leur devoir ou que cela ne relève pas de leur juridiction..."³ A l'inverse, les policiers savent fort bien utiliser les gosses pour divers services, que ce soit laver leurs véhicules ou servir d'indicateurs, puisque les enfants de la rue voient tout ce qui se passe...

La spécificité de ce deuxième stade est que les rapports entre aînés et cadets sont de pure exploitation des seconds par les premiers, une oppression sans aucune contrepartie ni possibilité de défense pour le plus faible : auprès de qui le petit pourrait-il aller se plaindre quand un plus fort lui vide les poches ou l'oblige à aller lui chercher, par n'importe quel moyen (c'est-à-dire d'abord par le vol), de la nourriture, du tabac ou de la drogue ? Ce n'est pas sans raison que les deux expressions "se faire arracher" son argent et "être envoyé" (sous-entendu : chercher ce que le grand exige), sont omniprésentes dans les récits que font les enfants d'Abidjan, de Lomé ou de Yaoundé de leurs premiers temps dans la rue.

Cette exploitation fondée sur la violence la plus crue est parfois -pour ne pas dire le plus souvent- accompagnée de raffinements de sadisme : c'est de préférence pendant que l'enfant dort (et ne peut donc ni se défendre ni identifier son agresseur) qu'il sera frappé, ou bien aspergé d'eau glacée ou d'urine, ou encore, plus fréquemment sans doute, brûlé de manières diverses : mouchoir en papier glissé entre les doigts et enflammé, bout allumé d'une cigarette enfoncé dans la bouche ou dans l'oreille, métal rougi au feu ou tison appliqué sur la peau, sac en plastique allumé au-dessus de la victime de manière à en faire tomber des gouttes en feu sur le corps étendu⁴... C'est à Kinshasa que la diversité des tortures des petits par les grands (mais aussi par la police, et par les "honnêtes gens") est la plus riche, la plus imaginative : selon l'inventaire hallucinant dressé par Kipanda Muwalawala⁵, on leur glisse des graines urticantes sous les vêtements, on leur enduit de piment les

¹ G. Hérault et P. Adesanmi : op. cit., pp. 247-279.

² Témoignages cités par John Anarfi : "A case study of street children in Accra. The interface of urban poverty and AIDS/STDS", in M.-C. Diop (éd.) : *Pauvreté, jeunes de la rue et Sida. Les cas d'Abidjan et d'Accra*, 2002, 126 p. (pp. 82-83, traduction Y.M.).

³ Anne-Sophie Tercier : *Enfants des rues de Bombay. Snehasadan, la maison de l'amitié*. Paris, 2003, 206 p. (p. 57).

⁴ Cette dernière méthode est systématique à Yaoundé, selon les récits enregistrés par Marie Morelle (travaux en cours), alors qu'à Abidjan, la gamme des sévices est plus diversifiée (enquête personnelle, 2001).

⁵ Cf. "Les formes d'oppression subies par les enfants de la rue à Kinshasa", in *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., pp. 361-375.

yeux, la bouche ou l'anus, on leur écrase le nez jusqu'à en faire couler le sang, on les force à avaler des mouches, on les oblige se cogner la tête ou à boxer à main nue contre un mur de ciment, jusqu'à s'en détruire les articulations... Cela va de soi, ils sont aussi, comme ailleurs, brûlés, et battus, et violés (ce qu'ils appellent le *kafash* : "Au marché central, les aînés nous font du *kafash*, ou ils nous obligent à le faire entre nous. (...) Les grands nous forcent. Quelquefois, c'est un groupe de trois ou quatre qui passent à tour de rôle. Cela fait vraiment très mal..."). Ils peuvent encore se faire "tordre le cou, les doigts, les genoux, culbuter sur le sol, rouler par terre, arracher les cheveux ou les poils du pubis, se faire tirer l'appareil génital, être obligés à soulever des poids très lourds en étant à genoux sur des cailloux, etc.", sans compter toutes les avanies morales : insultes, humiliations et menaces constantes...¹ Tout ceci, naturellement, laissera des traces physiques et, bien plus durables, psychologiques, à commencer par l'envie de se venger - si ce n'est sur le champ, ce sera plus tard, sur d'autres qui seront plus faibles.

De cette soumission imposée aux petits par les grands, la forme la plus explicite est, dans certains pays, l'abus sexuel, occasionnel ou systématique. Il ne s'agit pas ici d'une quelconque orientation homosexuelle du désir des jeunes mâles (les fillettes et les femmes de tous âges sont violées avec non moins d'ardeur quand elles ont le malheur de se trouver au mauvais endroit), mais bien de la manifestation exacerbée du rapport de domination : le fort écrase le faible jusqu'à s'approprié le plus intime de son corps. Dans ce domaine, on constate de grandes différences entre les villes, en fonction des attitudes face à la sexualité dans les diverses cultures populaires citadines. Ainsi, pour autant qu'on puisse le savoir, le viol des garçons de la rue semble pratiquement inconnu à Lomé, Bujumbura ou Antananarivo. Il n'est pas rare à Abidjan, à Nairobi, Djakarta, Rio de Janeiro... Il paraît fréquent à Kinshasa, à Dakar, à N'Djaména, à Madras, à Calcutta, et le devient de plus en plus à Port-au-Prince. A Téhéran comme à Bogota², il est systématique.

Une conséquence pratique de ces relations d'exploitation et de violence entre groupes d'âges est que, quand on veut offrir aux enfants de la rue l'abri d'un foyer, il ne faut en aucun cas accueillir en même temps et mélanger petits et grands, car, automatiquement, l'oppression qui se pratiquait au-dehors se reproduira à l'identique au-dedans.

Est-il possible de revenir de ce niveau au stade antérieur ? François Lefort et son équipe l'ont démontré en Mauritanie : le travail intensif mené dans les rues de Nouakchott avait permis de ramener le nombre des enfants qui y vivaient en permanence de 400 en 1986 à 40 en 1992³. Moins nombreux, donc beaucoup moins visibles, ces derniers perdaient leur pouvoir d'attraction sur ceux qui, se sentant mal chez eux, auraient été auparavant tentés de fuguer pour venir jouir de la même liberté, mais manquaient désormais de modèles à suivre. A vrai dire, la situation de la Mauritanie était alors particulière : la société, naguère solide, y avait été brutalement bousculée par la guerre du Sahara et par la sécheresse, qui provoquèrent de vastes mouvements de fuite vers la ville. De nombreuses familles s'étaient alors perdues de vue, et ne demandaient qu'à se réunir, ce qui a grandement facilité le retour des enfants en famille. L'embellie n'a été que passagère, dans une ville où la structure sociale ne cesse de se détériorer : des travaux en cours⁴ montrent que le phénomène a repris de plus belle à Nouakchott, avec maintenant des filles et des bandes bien organisées. Tant que demeurent (ou, plus souvent, s'aggravent) les causes profondes du rejet ou de la fuite des enfants, le phénomène ne saurait être réellement "éradiqué". Mais on peut au mieux le ralentir, ce qui est déjà un résultat tout à fait appréciable.

3 - La structuration

Avec le temps, dans les villes où le phénomène est durablement installé, les enfants de la rue s'organisent en bandes permanentes, de plus en plus fermement structurées. C'est parce que

¹ Ibid. pp. 367-369.

² Voir ci-dessous, stade n° 5.

³ A l'écoute des enfants de la rue..., op. cit., p. 466. Voir aussi Annick Combié : *Les enfants de la rue en Mauritanie*. Paris, 1994, 208 p. (en particulier les annexes).

⁴ Moulaye Ismaël Keïta : thèse de sociologie en préparation.

l'accroissement des difficultés de la survie aboutit à rendre indispensable un minimum de solidarité entre eux. Le rythme de cette évolution peut être très variable : à Lomé, les premiers gamins en rupture avec les adultes sont apparus, on l'a dit, au lendemain de la seconde guerre mondiale, et les toutes premières bandes cinquante ans plus tard, au milieu des années 1990, alors qu'en Russie, il n'aura fallu que quelques semestres pour faire le même chemin¹. A Dakar, où les enfants de la rue sont un fait ancien, les bandes (encore de petite taille, mais qui multipliaient déjà les actes d'agression) "prolifèrent durant les années 1970, décennie marquée par la crise structurelle secouant le Sénégal et l'amplification de l'exode rural : en 1975, [pas moins de] 25 bandes sont démantelées par les forces de police."²

Comme toujours quand il s'agit de faits sociaux aux commencements très ténus et discrets, le processus concret de la formation des premières bandes est peu connu, faute de descriptions³. Apparemment, il se produit à l'origine une sorte de cristallisation d'un petit groupe informel autour de certains individus dotés d'un charisme de chef : la force physique, mais aussi (et sans doute encore plus) le courage et la détermination. Des enfants plus faibles, plus jeunes, plus nouveaux, viennent chercher refuge autour d'un plus grand, plus solide, plus aguéri, pour y trouver une protection qu'ils reçoivent en échange de leur soumission : une entrée en dépendance qui pourra prendre des formes très diverses, modérées ou extrêmes. Le mécanisme fondamental de la bande est là : entre le chef et le simple membre s'établit une relation de type contractuel, car le candidat à l'entrée dans la bande est volontaire - du moins en théorie, car, dans la réalité, les conditions de vie qu'il doit affronter ne lui laissent guère d'autres possibilités (certains sont parfois pratiquement recrutés de force⁴, mais ils ont quand même, le plus souvent, au moins le choix de la bande où entrer). Il s'agit donc d'un échange formel "protection contre soumission", alors que, dans la situation précédente, les rapports entre grands et petits n'étaient que d'exploitation au hasard des occasions.

Dès lors, la bande va jouer un rôle essentiel dans la nouvelle socialisation de l'enfant de la rue, inséré au sein d'une collectivité a priori sécurisante. Elle assure ainsi une fonction extrêmement utile pour les nouveaux : la transmission des savoirs indispensables à la survie dans la rue⁵. Mais c'est au prix d'une coupure toujours plus profonde d'avec la communauté d'origine.

¹ Et retrouver la situation des années 1920, avec ses milliers d'enfants errants dans les rues à la suite de la Guerre civile. L'URSS en était venue à bout avec ses colonies de travail pour enfants, sur le modèle décrit par Anton Makarenko (cf. *Poème pédagogique*. Moscou, 1967, 716 p.), et surtout par l'extrême verrouillage policier de toute la société, l'un et l'autre s'étant effondrés avec l'implosion du régime soviétique, à partir de 1990-91.

² Momar-Coumba Diop et Ousseynou Fall : "Dakar, les jeunes, les autorités et les associations", in G. Héroult et P. Adesanmi : op. cit., pp. 147-208 (ici p. 174).

³ M.-C. Diop et O. Fall évoquent, sans plus de précisions, des origines liées à "la rencontre fortuite entre jeunes marginaux ou après transmutation d'un groupe de compagnons de jeux" (ibidem). Sur l'apparition (récente) des bandes à Lomé, j'ai essayé d'en savoir le plus possible en interrogeant quelques-uns de leurs fondateurs : cf. "Les gamins de la frontière Togo-Ghana", op. cit.

⁴ Ainsi à Douala : "L'enfant qui se retrouve dans la rue (...) va généralement errer nuit et jour dans les endroits les plus fréquentés. Très rapidement (quelques jours tout au plus), le nouveau est repéré par un groupe "d'anciens" de la rue, qui commencent par l'agresser ou lui volent ses effets personnels ; ils lui demanderont ensuite de travailler pour eux, en échange de la protection et de la compagnie qu'il recherche", écrit Bernard Pirot : *Le phénomène des enfants de la rue en Afrique centrale : les défis de la réinsertion à Douala et Kinshasa*. Paris, 2002, 121 p. (p. 37).

⁵ Au Paraguay, il existe ainsi un jeu très significatif : "Les enfants décident librement d'y participer ou non, et en fixent les conditions et les limites. La règle autorise un enfant à s'emparer d'une chose dans la main ou dans la poche d'un autre à condition de crier simultanément "*Miaou*". (...) La victime -ou plutôt le vaincu- ne peut se plaindre si les règles ont été respectées. Par exemple, si un enfant avait déclaré jouer pour 300 guaranis et qu'un autre lui en dérobe 500, celui-ci doit rendre la différence, ici 200. Les victimes les plus fréquentes sont les enfants qui viennent de gagner un peu d'argent et comptent ou rangent leurs pièces sans prendre les précautions nécessaires. (...) Pour vaincre, il faut être agile, rapide, agressif. Pour ne pas perdre, c'est-à-dire ne pas être pris par surprise, l'enfant doit être méfiant, constamment sur ses gardes et en mouvement. Le jeu récompense ceux qui possèdent ces qualités, qui sont aussi celles qui sont essentielles pour survivre dans la rue, dans un milieu brutal et agressif." (B. Espinola et al. : *In the Streets: Working Street Children in Asunción*. Bogota, 1988, 145 p., ici pp. 114-115)

Cependant, stable dans son essence, la bande reste toujours plus ou moins mouvante, car sa structure interne, fondée sur les seuls rapports de force, peut se voir contestée et recomposée tous les jours (y compris par le nouveau, dès qu'il en aura l'audace).

Créer et diriger une bande n'est pas nécessairement une question de supériorité d'âge : certains chefs ont fondé la leur étonnamment jeunes, à 9 ans et à 10 ans pour deux garçons de la frontière Togo-Ghana que je connais bien¹, dont l'autorité s'exerce sans faille même sur des garçons plus vieux et plus grands qu'eux. Il s'agit là de bandes égalitaires, où le chef travaille comme chacun des membres, mais l'on s'entraide en cas de besoin ; surtout, on se protège mutuellement pendant le moment le plus dangereux de la vie de la rue, c'est-à-dire la nuit : on dort tous ensemble et, en cas d'agression, on fonce tous ensemble, à quinze ou vingt comme un seul homme - qui pourrait résister ? Il est significatif de cette fonction essentielle de défense collective au cours de la nuit qu'à N'Djaména, les repaires où les bandes se cachent pour dormir (terrains vagues ou bâtiments en ruine) portent ainsi, chez les enfants, le nom rassurant de "nids"². On peut penser qu'à l'origine du phénomène, les bandes étaient ainsi plus ou moins égalitaires, puis que, avec le temps, leurs jeunes leaders ont pris de l'âge et de la force, tandis que les nouveaux membres continuaient à arriver petits et fragiles : c'est donc tout naturellement que, plus ou moins vite, s'instaure entre eux une hiérarchie qui sera de plus en plus marquée.

En effet, dans la grande majorité des cas³, les bandes sont fortement hiérarchisées, avec pour chef le plus âgé et le plus costaud, généralement tout puissant sur ses subordonnés et prédateur impitoyable sur leurs gains. Dans le processus d'accès à la direction d'une bande que l'on n'a pas créée soi-même, la force et la violence jouent le plus souvent un rôle primordial. L'un des fondateurs d'une des premières bandes de Lomé (assez dangereuse) m'a ainsi raconté que l'on devient chef en étant "le plus méchant". Dans ce cas précis, la hiérarchie interne a été établie, puis recomposée, par une série de duels (à mains nues, à la loyale) de chacun contre chacun : celui qui gagne finalement dominera les vaincus, tant que l'un de ceux-ci n'aura pas eu sa revanche. C'est là, semble-t-il, le mode de sélection le plus fréquent un peu partout, mais il peut y avoir plus brutal. Un autre garçon de Lomé que je connais, après avoir passé sept ou huit ans dans une bande de jeunes voleurs du port, en a pris le commandement après avoir chassé son prédécesseur au cours d'une bataille au couteau qui lui a laissé du coude à l'épaule une cicatrice impressionnante. A Kinshasa, certains chefs ont tué leur devancier pour prendre sa place. Par contre, dans les bandes très structurées et très violentes de Nairobi, Deyssi Rodriguez Torres a observé⁴ que, le plus souvent, le chef qui meurt (un cas fréquent) est remplacé par son ami le plus proche, celui qui faisait auprès de lui office de principal adjoint ; elle a même noté des cas de leaders élus par leurs troupes.

Quelles qu'en soient les modalités, le plus fort, le plus dur peut s'imposer sans autre forme de procès : "Je suis membre fondateur de la première bande de Thiès, raconte un jeune de 30 ans interrogé par Ndèye Astou Fall⁵. Ma force, mon courage et le fait que j'étais le plus dangereux de tous ont fait de moi le chef. Je n'ai pas été élu comme si c'était un vote, mais, dans ce temps, il était évident que je ne pouvais qu'être le chef. Je dirigeais tout, et les *faqqmaan* avaient peur de moi. C'était presque la dictature, avec moi... Je prenais tout ce qu'avaient les gosses, et personne ne

¹ Le second de ceux-ci, qui avait 13 ans quand je l'ai rencontré (août 2001), dirigeait alors d'une main de fer un groupe de 23 gamins, échelonnés de 9 à 17 ans. Le premier (17 ans, dont 10 dans la rue) avait fondé la sienne huit ans plus tôt (il en a toujours limité volontairement la taille à une vingtaine de membres). Depuis, ces deux garçons ont été "récupérés" par notre programme de réinsertion sociale des jeunes de la rue par la mise en apprentissage ; si le plus âgé, conscient de la chance qu'il rencontrait (la première de sa vie), s'est adapté sans difficultés, le plus jeune reste (à 14-15 ans) d'une instabilité malade : difficile de se "normaliser" quand on a vécu si petit la puissance et la liberté d'un chef de bande...

² Cf. Abel Djimbaye et Dominique Simon-Calafuri : "Des alternatives à l'exclusion de la jeunesse. Précarité et survie en milieu urbain au Tchad", *Journal des Africanistes* n° 72-1, 2002, pp. 213-224.

³ Mais il existe très peu de descriptions des bandes au moment de leur apparition, comme j'ai eu la chance de pouvoir les observer au Togo.

⁴ Information orale.

⁵ N. A. Fall : op. cit., p. 164. Cet ancien chef s'est retiré de sa bande quand il s'est senti trop âgé pour affronter régulièrement ses adjoints plus jeunes, et vit désormais seul (en volant), mais il a gardé de bonnes relations avec eux.

bronchait. Chacun connaissait le job qu'il avait à faire. J'ai tué beaucoup de *faqqmaan* parce qu'ils n'avaient pas su respecter les règles de la bande. Je n'avais pas de sentiment..."

Ajoutons que l'existence d'un enfant "souffre-douleur" (pas forcément le plus jeune, mais à coup sûr le plus timide, le plus faible de caractère, au moins temporairement) peut aussi être un facteur puissant de cohésion pour le groupe, en servant de réceptacle à l'agressivité de ses membres, à l'imitation de son chef, metteur en scène de cette oppression collective. Riccardo Lucchini décrit ainsi le calvaire de celui avec qui toute la bande joue cruellement "au chat et à la souris", et il en explicite les diverses fonctions au sein de la communauté : "hiérarchisante" (sa présence comme victime désignée par le leader confirme le pouvoir de celui-ci), "utilitaire" (il est contraint à de nombreuses petites corvées pratiques), "rituelle" (son statut d'opprimé est réactualisé de façon régulière), enfin "sécurisante" : chacun dans le groupe peut se dire qu'il y a quelqu'un de plus faible que lui pour servir d'exutoire à toutes les tensions internes, et avant tout de paratonnerre face au danger des colères et des caprices du chef¹. Les plus désaxés peuvent aussi imaginer qu'ils se grandissent en frappant ou en humiliant leur pitoyable tête de Turc - mais de tels comportements n'ont, bien sûr, rien de propre au monde des enfants, qu'ils soient de la rue ou non.

Les bandes aux effectifs importants ont en général une structure interne diversifiée, avec des sous-chefs ou des catégories intermédiaires. C'est ceux que les jeunes Sénégalais de Thiès appellent les "collaborateurs" : des jeunes de 15 à 20 ans (les chefs sont plus vieux), de longue date dans la rue et tous passés au moins une fois par la prison, qui "veillent à l'application des directives du chef, ainsi qu'à l'exécution des actions communes"² ; entre eux, ils sont à la fois solidaires et rivaux, donc tentés par la surenchère, ce qui en fait les plus violents et les plus dangereux du groupe. Certaines bandes très anciennes peuvent atteindre des effectifs et une complexité considérables : à sa fondation, en 1976, le "gang Serena", en plein centre de Nairobi, ne réunissait que 12 enfants ; vingt ans plus tard, il compte 200 membres (dont on trouve toujours un quart en prison), subdivisés en trois unités par tranches d'âges (les *childrens* de 6 à 13 ans, les *juniors* de 13 à 25 ans, les *seniors* au-delà, tous très anciens dans la rue, le chef suprême ayant 33 ans)³. Mais, on le verra plus loin, il s'agit, dans cette ville, d'une situation extrême en tous points.

Chronologiquement, c'est donc d'abord par l'existence d'un chef que la bande se définit. L'identification à un territoire ne vient qu'ensuite, parfois beaucoup plus tard, sans doute quand l'espace urbain a recueilli un nombre de marginaux trop grand pour que chacun puisse continuer à vaquer partout à sa guise. Pour survivre, chaque bande s'approprie alors un espace défini, plus ou moins vaste, qui est souvent différent pour les activités du jour (au centre-ville, dans les marchés, les gares...) et pour l'abri de la nuit (plus ou moins loin vers la périphérie)⁴. C'est d'ailleurs souvent le nom d'un lieu qui donne à la bande son identité et son nom : ceux de la gare, ceux du marché, ceux de tel ou tel cinéma... Et la bande marquera aussi son territoire de signes d'appropriation plus ou moins visibles, par des "tags" sur les murs comme par un réseau de "sentinelles" que les initiés sauront reconnaître⁵. On peut penser que cette cristallisation territoriale correspond aussi à la fin des possibilités de circulation des enfants entre les bandes. Bien sûr, qui dit territoire dit limites, lesquelles vont se durcir progressivement en frontières, et donc générer des conflits frontaliers : les bandes peuvent alors se battre avec la pire férocité pour conquérir ou pour garder un espace "rentable", ou tout simplement vital.

¹ Cf. R. Lucchini : *Enfant de la rue...* op. cit., pp. 90-91. On notera les similitudes avec ce que les éthologues appellent "l'animal oméga" ("alpha" étant le leader) dans les bandes de loups ou de singes.

² N. A. Fall : op. cit., p. 86.

³ Cf. D. Rodriguez Torres : "Le gang Serena. Origine et production d'une contre-société de la rue à Nairobi", in *Politique Africaine* n° 63, 1996 (pp. 61-71). D'après elle, les bandes de plus de 100 membres ne sont pas une rareté.

⁴ Notons que, pour désigner le territoire restreint qui sert de lieu de rassemblement ou de cachette, les enfants utilisent le même mot "base" (en français comme en anglais) en Haïti, au Ghana et au Kenya. Dans la décharge d'ordures du sud de Nairobi où elle a fait ses enquêtes, Aurélia Ferrari (communication personnelle) a observé que les enfants de la bande sillonnent librement les quartiers de la ville, alors que les plus âgés (souvent au-delà de 25 ans, plus visibles, et de ce fait en danger s'ils apparaissent dans la foule) restent tapis à la "base" ou dans le bidonville mitoyen, où ils récupèrent les gains de leurs cadets et leur redistribuent nourriture et drogues.

⁵ Voir l'exemple des bandes américaines décrites par Richard Gelb : "Représenter : le langage silencieux des gangs de rue à Chicago", in Stéphane Tessier : *A la recherche des enfants des rues*. Paris, 1998, 477 p. (pp. 88-116).

Pour affirmer avec éclat son identité au-dedans comme au-dehors, la bande adoptera également des codes spécifiques (vêtements, coiffure, tatouages, auto-scarifications...) et développera un argot plus ou moins incompréhensible pour les non-initiés¹, parfois même un langage original, destiné surtout aux échanges entre soi qui doivent rester secrets face aux personnes extérieures. Cette appropriation populaire de la langue de la ville peut évoluer en véritable langue au sein des milieux de jeunes, comme le sheng de Nairobi², l'indubill de Kinshasa ou le nouchi³ d'Abidjan. Avec le temps, la chanson et la publicité -toujours promptes à récupérer les transgressions pour les transformer en modes- en font passer les expressions dans le langage courant. Mais si tout le monde se met à comprendre la langue secrète (à commencer par les policiers), elle ne protège plus ses locuteurs : il leur faut alors inventer sans cesse autre chose. Léa Salmon a ainsi observé à Abidjan que "certains groupes d'enfants développent un langage spécifique tel le *mot-brig* (mot des brigands) propre à une bande. Ce terme générique désigne un langage propre, qui a pour fonction de les différencier des autres enfants de la rue en signalant leur appartenance à un groupe, mais aussi d'assurer sa cohésion en intégrant les plus démunis : "le *mot-brig*, raconte l'un d'eux, est devenu une habitude. Lorsque je suis venu dans la rue, j'ai entendu les autres parler comme ça ; alors j'ai appris. C'était plus facile pour moi parce que je ne suis jamais allé à l'école." 84 % des enfants appartenant à une bande, continue Léa Salmon, utilisent un langage spécifique interne : c'est donc un élément de structuration."⁴

Même sans recours à une langue originale, leur manière de parler entre eux se singularise. En particulier, l'insulte y devient la manière la plus banale de s'adresser à l'autre. Mais, comme l'analyse finement Riccardo Lucchini, les injures grossières que s'échangent constamment les gamins d'Amérique latine manifestent en réalité leur amitié : "Dans les relations qu'ils ont entre eux, les enfants évitent tout vocabulaire exprimant de la sollicitude ou de l'affection, car cela les met mal à l'aise. [De plus,] les mots exprimant la tendresse ne font pas partie de leur vocabulaire : (...) depuis tout petit, l'enfant a été apostrophé par des mots qui les dévalorisaient, qui lui signifiaient qu'il n'était rien. (...) Cette déficience d'expression, combinée à une expérience enfantine de dévalorisation, débouche sur un sentiment de vulnérabilité qui favorise l'adoption de comportements violents. (...) Les agressions verbales sont utilisées par les enfants comme des plaisanteries : l'intention n'est pas d'offenser l'autre, mais bien de lui signifier l'intérêt qu'on lui porte. (...) Cette grossièreté va de pair avec l'humour et une certaine autodérision : elle devient alors un mécanisme de régulation de l'interaction entre les enfants, qui diminue le nombre des affrontements violents, (...) ce qui n'exclut pas la permanence d'une attitude de protestation contre la stigmatisation de la part des adultes et de l'opinion publique."⁵

Avec la naissance des bandes, apparaissent aussi des rituels spécifiques, en particulier pour l'admission d'un nouveau membre. C'est là une étape importante au cours de l'évolution, car on peut tenir l'existence de tels rites d'entrée pour le critère déterminant de la différence entre le simple groupe et la bande stricto sensu : c'est la preuve de la conscience chez celle-ci d'une démarcation

¹ Voir par exemple une cinquantaine de mots savoureux et d'expressions imagées des gamins d'Antananarivo cités par Frédéric Canard et Soavelomanana Rabenarivo : *Nos enfants, ces inconnus* (ouvrage bilingue français / malgache). Paris et Antananarivo, 2001, 121 p. (pp. 30-33), et le lexique détaillé de 85 idiotismes (avec leur étymologie wolof, française, anglaise ou espagnole) des jeunes de Dakar publié par Jean-Michel Bruyère : *L'Envers du jour...* op. cit., pp. 13-17.

² Cf. Aurélia Ferrari : *Etude du parler du groupe de jeunes vivant autour la décharge du quartier de South B à Nairobi (Kenya)*. Paris, 2002, 133 p.

³ Voir Raymond Zogbo : "Gardiens de voitures et loubards : une marginalité assumée", in Alain Marie (éd.) : *Paradoxes de l'individualisation dans la société abidjanaise*. Abidjan, 1994, 364 p. (pp. 233-268).

⁴ Léa Salmon-Marchat : *Pauvreté urbaine et exclusion social en Côte d'Ivoire : une analyse socio-anthropologique des enfants de la rue à Abidjan*. Paris X - Nanterre, 2001, 407 p. multig. (p. 284).

⁵ R. Lucchini : "Un enfant de la rue de San Jose (Costa Rica)", *Cahier de Marjuvia* n° 9, 1999, pp. 116-122 (ici pp. 118-119). L'auteur renvoie pertinemment à des observations similaires de l'ethnologue David Lepoutre dans les bandes des banlieues françaises : *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*. Paris, 1997, 362 p. (ici p. 125).

claire entre "nous" et "eux", les autres, le monde extérieur¹. Le plus souvent, il s'agit de forcer le candidat à prouver son courage ou son habileté, tout en lui inculquant d'emblée l'obéissance absolue qu'il devra à ses aînés au sein de sa nouvelle famille (ses "vieux-pères", comme on dit à Abidjan, face à leurs "fistons"). Ces épreuves sont de deux types : soit elles se déroulent à l'extérieur du groupe : aller affronter une autre bande ou commettre un vol sous le regard de ses futurs camarades, qui savent estimer en connaisseurs les compétences que le nouveau pourra apporter à la collectivité, soit (mais l'un n'empêche évidemment pas l'autre) elles ont lieu au sein même de la bande : le candidat devra se battre contre un grand ou subir un passage à tabac par tous les membres². Très souvent, il est contraint à se droguer - ce qu'il peut aussi accepter de son plein gré, pour faire comme les autres, pour montrer que, lui aussi, il est un dur. Symbole ultime de son entrée en dépendance, il peut aussi subir un viol, par le chef seul ou par toute la bande.

Ce viol initial (on ne dira pas "initiatique", car il ne signifie qu'une déchéance³), cette prise de possession à la fois physique et symbolique du corps du nouveau, peut se révéler aussi un mécanisme de hiérarchisation interne au sein de la bande : l'enfant ainsi accueilli va devenir la chose de son violeur, être obligé d'obéir à toutes ses volontés (en particulier de lui remettre tous ses gains). On pourrait parler ici d'une véritable réduction en esclavage du plus petit, mais ce statut est par nature limité dans le temps : dès qu'il sera devenu assez vigoureux pour secouer la tutelle, ou que son maître lui aura préféré une victime plus fraîche, l'adolescent recouvrera son autonomie. Mais, ainsi "formé", il deviendra à son tour violeur et exploiteur de tous les plus faibles que lui à leur arrivée dans la bande. C'est cet itinéraire que décrit éloquemment ce témoignage recueilli auprès d'un *faqqmaan* dakarois de 15 ans : "Quand je suis arrivé dans la rue, j'avais 7 ans ; je devais obéir aux règles des grands. (...) Je savais que je ne pourrais pas me débrouiller tout seul. Je me suis fait des amis facilement, et, au début, ils étaient très gentils. Ils m'ont appris à gagner ma vie et à échapper aux dangers des flics et des gens. Une nuit, les grands m'ont réveillé, et ils m'ont expliqué que je devais rembourser leur aide en me laissant faire. Ils ont commencé à me déshabiller et à me tenir. Je ne voulais pas. Ils m'ont forcé. Ensuite, j'étais baisé toutes les nuits, jusqu'à ce que je sois assez grand [pour me défendre]. Une fois que tu es baisé, tu dois travailler toute la journée pour ceux qui te baisent la nuit : laver les voitures, mendier, chercher la bouffe pour eux et voler avec eux. Si un vieux ou un handicapé veut ton cul, il paie tes amis, et tu y vas : ils se font beaucoup de fric avec ça. (...) La première fois que tu baises les nouveaux, tu es très violent, parce que tu te venges de ce que tu as enduré. (...) Ceux qui sont déchirés [à l'anus] souffrent beaucoup ; il y a beaucoup de sang..."⁴ (On entre ici dans la logique de l'auto-reproduction du système, que nous analyserons plus loin.)

La bande a aussi sa justice interne, qui, pour ceux qui transgressent les ordres ou qui "trahissent", en particulier pour ceux qui "vendent" un copain à la police⁵, peut être terriblement

¹ La situation est un peu différente à Java : l'enfant qui arrive dans la rue est pris en main par un ancien qui lui impose le même type de brimades (y compris, occasionnellement, un viol) et le gardera sous sa domination tout en le protégeant des autres grands et en l'initiant à sa nouvelle vie. Mais ici, il s'agit d'une agrégation au monde de la rue en général et non à l'un des groupes en particulier (car on ne saurait parler de bandes), entre lesquels les enfants peuvent ensuite circuler facilement (cf. J. Chapsal : op. cit., p. 75).

² Selon N. A. Fall, un jeune de Dakar arrivé à Thiès avec ses copains raconte ainsi avoir été convié par un chef de bande à le rejoindre le soir sur un terrain vague derrière la gare : "Dès notre arrivée, un groupe de jeunes, chacun avec un couteau, nous a encerclés. Alors, nous aussi, on a sorti nos couteaux, et ça a été la bagarre pendant deux heures. Il y avait des blessés, mais sans trop de gravité : on est habitués aux coups de couteau. On s'est bien défendus, parce que, quand le chef est apparu, il semblait satisfait de notre façon de nous battre. Après, on a discuté et fumé ensemble du *shit*." (op. cit., p. 153). Les plus petits peuvent se contenter d'acheter la bienveillance de leur futur chef par des cadeaux (ibid., p. 181).

³ Au Caire, s'ajouterait au premier viol l'habitude de marquer d'une balafre au visage l'enfant nouvellement "pris en mains", réitération ostentatoire de la domination intégrale sur le plus faible (Dr Pierre-Pascal Vandini, de Médecins Sans Frontière, information orale, 2002).

⁴ Cité par Jean-Michel Bruyère : *L'envers du jour...* op. cit., pp. 153-154.

⁵ Les jeunes des bandes de Thiès ont ainsi expliqué à N. A. Fall : "A chaque fois que l'un de nous a fait de la prison, c'est parce qu'il a été vendu par un des nôtres. Des lâches, des *yambar* ("poules mouillées"), il y en a partout !" (op. cit., pp. 134 et 137). Ils peuvent, pour ce crime, être tués par leur chef. (On pense bien sûr ici aux pratiques de la Mafia sicilienne.)

cruelle¹, parfois mortelle. En contrepartie, la solidarité collective est très forte, pour trouver ensemble de quoi vivre (ce qui ne veut pas dire que le partage des ressources est égalitaire²) et, surtout, pour se défendre face à tous les dangers extérieurs³. Elle peut aussi se manifester contre son chef, qu'il soit trop affaibli par un naufrage dans la drogue, et la bande va finir par l'expulser⁴, ou trop brutal dans son autorité, et l'on s'en débarrassera peut-être de façon plus définitive, par l'assassinat⁵.

Dans de nombreuses villes, bandes et enfants solitaires cohabitent, selon des proportions très diverses. Avec le temps, ou plus exactement avec la péjoration des conditions d'existence, survivre tout seul devient de plus en plus difficile, et finalement impossible⁶. Au centre-ville de Nairobi, ville infiniment dangereuse, être expulsé de la bande est -juste après la mise à mort par le chef- la plus grave des sanctions qui peuvent être imposées à un membre défaillant : la vie de la rue y est si dure que l'enfant isolé est à peu près sûr que son aventure finira très mal, par l'arrestation ou par le lynchage.

Au total, vivre dans la bande, malgré toutes les violences qui peuvent y sévir, fournit à l'enfant qui a rompu avec les siens un autre monde de relations, de sécurité, de références, d'identité : il existe maintenant par sa bande et pour sa bande, ce qui le rend, face à une proposition de réinsertion sociale, a priori beaucoup moins demandeur que dans le stade précédent.

Quand le phénomène est naissant, les bandes peuvent sans doute encore être résorbées : à Bujumbura, il en existait d'embryonnaires au début des années 1990 (des groupes de trois à six gosses autour d'un plus fort, qui avait pour responsabilité, entre autres, de garder l'argent de tous) ; elles ont disparu aujourd'hui. C'est vraisemblablement là l'un des effets positifs des actions de terrain qui travaillent au Burundi depuis cette époque, et qui ont réinséré ou pris en charge deux fois plus d'enfants qu'il n'y en a actuellement dans la rue⁷. La répression policière peut aussi démanteler celles qui sont encore peu structurées : Abidjan des années 1975 avait connu ses *Sans Loi* et ses *Mafia*, dispersées sans avatars ultérieurs comparables⁸. L'une des plus anciennes et des plus dangereuses des bandes structurées de Lomé, au marché au charbon de bois du quartier Hanoukopé⁹, a été toute entière coffrée après deux ou trois ans de fonctionnement, et elle ne s'est pas

¹ En Iran, l'enfant délateur est puni d'un viol collectif par toute la bande. Cette sodomisation est différente de celle subie à son entrée dans le groupe, et plus atroce, car on la fait précéder d'une laceration de l'anus avec un couteau ou un tesson de verre, afin d'exacerber la souffrance à la fois physique et morale : par la suite, le rappel public de l'épreuve subie -qui est l'inverse d'une preuve de courage- sera pour la victime la réitération interminable de son humiliation. Cf. Hassan Kashefi : "Les enfants des rues à Mashad (Iran) : une approche criminologique", *Jeunesses marginalisées* n° 1, 2002, pp. 50-66.

² Dans la bande de jeunes voleurs du port de Lomé évoquée plus haut, le chef reçoit le tiers du butin ; les dix à douze autres membres se partagent le reste (observation personnelle, 2001).

³ Deyssi Rodriguez Torres signale ainsi, dans une bande de Nairobi, un jeune que la population en fureur voulait brûler vif, mais que ses camarades ont réussi à sauver in extremis. Il a guéri de ses brûlures mais pas du traumatisme psychique. Pourtant, bien qu'il soit devenu un poids mort pour elle, la bande le garde en son sein : "Qu'est-ce qu'il va devenir si nous le laissons abandonné ?", demandent ses compagnons. Cf. "Nairobi : les gangs de la rue en direct", op. cit., p. 58.

⁴ Exemples cités à Haïti par Anne-Marie Fraygefond comme à Nairobi par Aurélia Ferrari (communications orales).

⁵ Béatrice Bousquet indique un cas de meurtre collectif où la préméditation ne fait aucun doute : "Un groupe est allé jusqu'à Delhi [à plus de 2 000 km] pour y tuer son leader : à Madras, ils se seraient fait prendre tout de suite, car la police connaissait le groupe et son leader, et elle n'aurait pas manqué de faire le rapprochement." (in "Les enfants de la rue à Madras (Inde du Sud)", *Cahier de Marjovia* n° 5, 1997, pp. 38-50, ici p. 43).

⁶ La trame du film *Ali Zaoua*, cité plus haut, est précisément l'aventure de quatre gamins de Casablanca qui ont quitté une bande forte de plusieurs dizaines de membres, et dont le chef (un jeune adulte redoutable) s'efforce de les récupérer par tous les moyens, de la séduction à la violence. Les cicatrices qui marquent les visages (les acteurs sont tous d'authentiques enfants de la rue) disent assez la brutalité des relations qu'ils vivent.

⁷ Cf. Y. Marguerat : *Les enfants de la rue au Burundi*, op. cit., pp. 29-30.

⁸ *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., p. 101.

⁹ Voir Elisabeth Blanchet : "Les enfants en circonstances difficiles au Togo : les garçons et les filles des rues de Lomé", *Cahiers de Marjovia* n° 7, 1998, pp. 79-84.

vraiment reconstituée (si ce n'est sous la forme de groupes de petite taille, qui peuvent être assez redoutables). Mais, une fois installées dans les marges sociales de la ville, les bandes deviennent des réalités extrêmement vivaces, même s'il peut leur arriver de se décomposer et recomposer, en particulier lors d'un changement de leader. Quand le phénomène s'est suffisamment enraciné, c'est-à-dire qu'il correspond désormais à une nécessité impérieuse pour la survie, toutes les répressions n'y pourront plus rien : telle l'hydre de Lerne, les bandes repousseront sitôt décapitées.

4 - La féminisation

Jusqu'ici, dans les trois premiers niveaux qui ont été décrits, le monde de la rue est exclusivement ou essentiellement peuplé de garçons¹. Quand elles ne sont pas totalement absentes, les filles ne sont qu'une poignée, qui, le jour et plus encore la nuit, vivent à l'écart des groupes de garçons, dont elles ont beaucoup à redouter : leur faiblesse physique en fait la proie désignée de toutes les sortes de brutalités, de l'extorsion de leurs pauvres avoirs au viol (systématique). Là où l'on a songé à les dénombrer, elles représentent au plus 3 à 5 % des effectifs.

Cette rareté des filles s'explique avant tout par la place imposée à la femme dans la société : partout ou presque, la fillette est plus soumise aux adultes, plus étroitement contrôlée que ses frères, plus timide face au monde extérieur. Pour résumer : on abandonne les garçons, on exploite les filles, ce qui soulève des questions et appelle des réponses bien distinctes, adaptées à chaque situation concrète.

Quand le commerce est entre les mains des femmes, comme au Togo ou au Bénin, il permet à des filles qui rompent avec leur famille de se trouver une insertion discrète : parmi les gamines et les jeunes filles qui gravitent toujours autour des commerçantes des marchés ou des trottoirs, rien ne permet de distinguer à première vue les filles, les nièces ou les jeunes assistantes sans lien de parenté ; elles n'appartiennent donc pas au monde de la rue stricto sensu.

En milieu urbain aujourd'hui, le grand problème social des filles pauvres, de plus en plus répandu et donnant lieu à des abus effarants, c'est le travail comme petites domestiques réduites quasiment réduites en esclavage, dévoiement actuel d'anciennes pratiques de confiage naguère légitimes. Le fléau, maintenant assez bien analysé², commence (petit à petit) à être combattu, mais il est d'une toute autre nature que celui des enfants que nous décrivons ici. Cependant, dans une ville comme Abidjan, où les fillettes sont encore peu nombreuses dans le monde de la rue³, c'est la cause majeure de leur fuite loin de l'autorité des adultes - de même les petites "*restavek*"⁴ d'Haïti, qui échouent en grand nombre dans les bandes de Port-au-Prince⁵.

Autre problème surtout (mais pas exclusivement) féminin : la prostitution plus ou moins professionnelle, qui peut commencer très jeune, et même de plus en plus tôt : dans de nombreux pays, la crainte du Sida pousse maintenant les hommes à rechercher des fillettes, non par concupiscence explicitement pédophile, mais parce qu'elles sont supposées indemnes de contamination⁶. Les jeunes prostituées qui ont un certain chic, celles des boîtes de nuit et des hôtels de luxe, ne sont pas des filles de la rue : elles peuvent vivre en famille (dont elles sont parfois le seul soutien⁷), ou bien elles ont les moyens d'avoir leur propre logement⁸. De plus, elles doivent

¹ Ce stade de la féminisation n'est pas le produit logique du précédent, comme on l'observait jusqu'ici. C'est plutôt une coïncidence qui fait que les filles commencent à arriver en nombre dans la rue quand les bandes y sont déjà implantées (du moins, ne dispose-t-on pas d'études de cas montrant autre chose). Le lien logique est en amont, dans la poursuite de la déstructuration de la société, ce qui touche désormais même le statut des filles.

² Entre autres, travaux en cours de Mélanie Jacquemin sur les "petites bonnes" d'Abidjan.

³ Cf. Léa Salmon-Marchat : op. cit., pp. 232-237.

⁴ Celles "qui restent avec" leur employeur-exploiteur, en créole haïtien.

⁵ Anne-Marie Fraygefond : exposé au séminaire du GREJEM, mars 2003 (à paraître).

⁶ D'où l'absence de toute protection dans les rapports, avec les conséquences que l'on devine.

⁷ Par exemple, à Abidjan, quand le père salarié (parfois un cadre supérieur) a perdu son emploi. Voir Souleymane Yéo-Ouattara : "*Freshnies et quinzanies : la prostitution juvénile au secours des familles*", in A. Marie (éd.) : *Paradoxes de l'individualisation...*, op. cit., pp. 269-309.

impérativement soigner leur apparence, qui constitue leur capital le plus précieux. Par contre, les petites de la rue contraintes à se prostituer n'attirent que la clientèle la moins exigeante, y compris celle de leurs homologues garçons. Ainsi à Accra, où les filles de la rue sont très nombreuses à survivre de leurs "charmes", ce sont elles qui les sollicitent : "Les jeunes de la rue ont une activité sexuelle intense parce qu'il y a beaucoup de filles qui sont prêtes à vendre leur corps pour un peu d'argent, voire contre un peu de nourriture : "Même quand vous dormez, elles arrivent et elles vous demandent de coucher avec elles", affirme l'un des garçons."¹ Surtout, c'est toute la frange masculine la plus pauvre de la population qui a recours à ces fillettes, y compris les épaves humaines les plus repoussantes. Avec ces clients trop jeunes ou trop vieux, parfois violents, l'amour se fait toujours dans les conditions les plus sordides, donc avec le moins de protections contre les maladies sexuellement transmissibles (Sida en tête). On comprend que, pour ces filles (et quelques garçons²), la drogue est bien souvent le seul moyen de supporter l'insupportable.

A mesure que la situation sociale se dégrade, le nombre des filles qui vivent à l'abandon dans les espaces publics s'accroît, au point d'atteindre 20 à 25 % des effectifs de la rue dans certaines métropoles d'Amérique latine comme Lima ou Bogota, 30 % à Port-au-Prince³. En Afrique, le phénomène est encore rare, et peu décrit⁴. Il semble cependant se développer rapidement à Kinshasa⁵, où la crise morale d'une société urbaine en total désarroi fait que l'on en vient à attribuer tous ses malheurs à la malversation des "sorciers". Naguère, une telle accusation (cause d'exclusion sociale immédiate) ne se portait que sur des vieux (ou vieilles) déjà plus ou moins marginalisés ; maintenant, elle touche aussi de très petits enfants. Ceux-ci sont presque toujours des proches, mais les plus faibles socialement : plutôt des neveux ou des enfants d'un premier mariage, et, parmi eux, un nombre important de fillettes. Il ne manquera pas de dignes prédicateurs, Bible en main, pour confirmer solennellement le verdict, et le ou la "coupable" d'âge tendre sera chassé(e) du foyer familial avec l'approbation de tous - un phénomène en train d'exploser quantitativement⁶.

En Amérique latine, après des décennies d'urbanisation forcée et d'innombrables violences en tout genre, la situation est globalement plus grave qu'en Afrique : les sociétés citadines y sont déstructurées en profondeur. Dans les immenses bidonvilles où s'entassent les plus pauvres, il est fréquent qu'il n'existe plus de famille au sens classique : les foyers sont organisés autour d'une mère, que des hommes rejoignent et délaissent tour à tour. Quand ils sont là, ils s'occupent (plus ou moins) des enfants présents, puis les abandonnent, y compris ceux qu'ils ont eux-mêmes engendrés pendant leur cohabitation. L'atmosphère de misère, matérielle comme morale, et de grande violence

⁸ Celles qui "travaillent" recluses dans les bordels vivent un véritable esclavage, mais, par définition, elles ne sont pas dehors.

¹ Cité par J. Anarfi : op. cit. (p. 89).

² Les garçons de la rue (bien qu'ils aient le handicap d'être sales et d'avoir souvent de peu ragoûtantes maladies de peau) soient une proie facile pour les homosexuels pédophiles, riches ou pauvres, car ils n'ont personne pour les défendre, comme on l'observe en Côte d'Ivoire ou en Haïti. La "demande" n'est pas seulement étrangère, voire pas du tout : à Johannesburg, Jean-Baptiste Onana décrit des garçons de la rue qui se prostituent (30 % étant soutiens de famille) pour une clientèle exclusivement africaine d'origine rurale, des hommes dont les liens familiaux ont été méthodiquement déstructurés par la politique d'éclatement spatial de familles qu'imposait l'apartheid. Le phénomène est ancien, mais, "politiquement incorrect" pour tous, il est resté soigneusement occulté par tous jusqu'à ces dernières années (*Cahier de Marjuvia* n° 3, 1996, pp. 27-31).

³ A.-M. Fraygefond : op. cit.

⁴ Cf. par exemple Papa Abdoulaye Tall : "Les copines de la rue à Dakar", in *A l'écoute des enfants de la rue*, op. cit., pp. 405-410. Voir aussi les remarques de D. Rodriguez Torres à Nairobi (op. cit.).

⁵ Cf. Mukanz Kabw et Mbongompasi A'Nkuba : "La vie de sept jeunes filles de la rue à Kinshasa", in *A l'écoute...*, op. cit., pp. 398-404.

⁶ Voir Filip De Boeck : "Le deuxième monde et les enfants-sorciers en République démocratique du Congo", in *Politique africaine* n° 80, 2000, pp. 32-57. Selon B. Pirot, les accusations de "sorcellerie" sont devenues, au cours des années 1990, la cause de loin la plus importante des expulsions d'enfants vers la rue : "le seul prétexte accepté socialement", précise-t-il, avant de constater : "Le plus grave est que ces enfants sorciers sont intimement convaincus de posséder des pouvoirs magiques. (...) Cette croyance entraîne chez la plupart de graves perturbations du comportement (mythomanie, schizophrénie), ce qui rend leur resocialisation particulièrement difficile." (*Le phénomène des enfants de la rue en Afrique centrale...*, op. cit., pp. 34-36).

"machiste", aggravée par le chômage massif des hommes et leur fuite dans l'alcoolisme, est la cause majeure de l'expulsion vers la rue d'enfants en bas âge, devenus des bouches à nourrir en trop¹. Pour les fillettes, c'est tout particulièrement leur viol -dès l'âge de 8 ou 10 ans- par leur "beau-père" du moment (ou un autre proche : demi-frère, grand-père...), qui les amène à fuir dès que possible un foyer invivable. Gérard Lutte décrit bien cette situation à Guatemala² : "Le viol caractérise la violence contre les filles : expérience traumatisante, qui blesse non seulement le corps mais aussi l'âme, d'autant plus qu'il est perpétré par le père ou son remplaçant, c'est-à-dire par quelqu'un qui a la charge de protéger les membres de la famille contre les maltraitances. Cela ne peut qu'avoir des conséquences durables sur l'équilibre psychique et sur les rapports avec les hommes." Comme pratiquement partout, l'activité essentielle des filles de la rue est la prostitution, dans les conditions les plus misérables et les plus dangereuses, avec un recours massif à la drogue, et tout un cortège de maladies, de grossesses non désirées, de déchéances physiques et morales, dont l'issue est fréquemment une mort précoce.

Dans les rues de Guatemala, de nombreuses filles vivent dans les bandes des garçons. A leur arrivée, elles sont systématiquement violées par tous, mais, par la suite, elles se mettent souvent en couple avec l'un d'eux de façon durable, avec les mêmes passions, les mêmes routines et les mêmes intermittences du cœur que tous les jeunes de leur âge, tout en pratiquant la prostitution comme gagne-pain, comme l'observe finement Gérard Lutte : "Les filles font une distinction très nette entre les rapports sexuels avec les clients (accomplis rapidement, sans plaisir et souvent avec dégoût), que seule la nécessité de gagner sa vie justifie, et les rites de l'amour avec le fiancé, qui ont une toute autre signification. De façon analogue, les garçons admettent souvent que leur fiancée "travaille" ainsi -"C'est le seul travail qu'elles peuvent faire", disent-ils- mais ils réagissent avec jalousie et violence si elle les trahit avec un autre garçon des rues."³ Parallèlement, il existe aussi dans la ville des bandes composées uniquement de filles, que l'inhumanité des relations qu'elles ont subies de la part des mâles amène à se proclamer lesbiennes. Elles se battent et volent aussi bien que les garçons, ce qui leur vaut une grande estime de la part de ces derniers. A Port-au-Prince, où la situation n'est pas moins désespérante, il n'y a pas de "cartels" (bandes) uniquement féminins, mais les filles sont plus nombreuses que les garçons dans la catégorie très pitoyable et très méprisée des "*kokorat*" ("culs-de-rat"), les enfants de la rue les plus démolis par les solvants "sniffés" en permanence, plongés dès le matin dans un état de stupeur hébétée, promis à la mort à court terme.

Inévitablement, la vie que subissent ces filles de la rue les conduit à devenir mères. Observant celles de Mexico, Marie-Pierre Sanchez⁴ constate "leur ignorance au sujet de la reproduction : ce qu'elles en savent est approximatif ou faux. Par exemple, lorsqu'elles ont un retard dans leur menstruation, elles prennent du savon pour que "ça descende". Ou, inversement, elles sont persuadées d'être enceintes au moindre malaise, alors que celui-ci peut être causé par leur manque d'alimentation (entre autres). Elles ont une conception extrêmement négative et traumatisante de la conception d'un enfant, associée à la violence, aux viols, à la solitude, à de grandes angoisses, à la douleur, voire à la mort. Aucune ne le perçoit comme un acte d'amour entre un homme et une femme. Elles tiennent visiblement ces assimilations de leur propre expérience, de celles d'amies ou de celle de leur mère. (...) Abandonner l'enfant représente un terrible traumatisme pour elles, et un échec supplémentaire à surmonter. Si la fille demeure ou retourne dans la rue, la survie et l'avenir de l'enfant sont bien évidemment compromis. S'il survit à ces conditions de vie très précaires, il restera marqué par les traumatismes subis, et surtout il n'aura aucune possibilité de s'intégrer à une quelconque vie sociale. Il est, si l'on peut dire, voué dès le départ à devenir "marginal à vie", comme on le voit au Brésil. (...) Des entretiens avec les filles enceintes, il ressort un sentiment partagé entre la joie de devenir mère et l'angoisse de ne pouvoir assumer leurs nouvelles responsabilités. Certaines préparent minutieusement l'arrivée du bébé : elles collectent des habits, parlent de l'amour qu'elles

¹ Cf. Jacques Meunier : *Les Gamins de Bogota*. Paris, 1977, 217 p. (ouvrage pionnier sur le sujet).

² Cf. *Les Enfants de la rue au Guatemala : princesses et rêveurs*. Paris, 1997, 264 p.

³ Ibidem. G. Lutte note aussi : "Les filles qui ont un compagnon, un "fiancé" [dans la bande, échappent aux agressions sexuelles des autres garçons] par respect pour leur compagnon, parce que celui qui la possède représente tout le groupe : les "fiançailles", comme le viol collectif initial, signifient symboliquement la subordination des femmes, leur appartenance aux mâles. La rue aussi est machiste..."

⁴ "Les filles oubliées de Mexico : une approche de la problématique des filles de la rue au Mexique", *Cahier de Marjuvia* n° 3, 1996, pp. 48-63 (ici pp. 59-60).

vont lui donner... Cependant, si elles vivent dans la rue, elles continuent à avoir le même rythme de vie, à se droguer (ont-elles réellement le choix ?). L'angoisse augmente à mesure que la date de l'accouchement approche : les filles réalisent alors les difficultés qui les attendent. Certaines craquent, et décident d'abandonner leur enfant dès la naissance. (...) Pour celles qui demeurent dans la rue, l'enfant devient très vite un poids énorme, gênant, encombrant par ses exigences, qui rend encore plus difficile la survie. Le bébé est souvent maltraité : on calme ses pleurs à coups d'inhalation de solvants ; lorsque la fatigue et la frustration prennent le dessus, on le bat."

Tout comme Marie-Pierre Sanchez à Mexico, Anne Pascal¹ constate à Guatemala que le moment où la fille de la rue est enceinte ou nouvelle accouchée est crucial : pour que son enfant ne vive pas plus tard le même calvaire, elle est prête à rompre avec le monde de la rue, sa drogue et son argent facile. Il faut absolument qu'une institution puisse alors l'accueillir. Or, le plus souvent, celles (peu nombreuses) qui s'occupent des filles des rues ne veulent pas admettre qu'elles aient une vie sexuelle, et les établissements pour filles-mères sont réservés aux demoiselles de bonne famille... Il reste donc encore beaucoup à faire pour donner des réponses adaptées à une situation qui est, humainement, l'une des plus insoutenables.

5 - La contre-société

Le niveau ultime de l'évolution que nous décrivons ici est la naissance en pleine ville non plus d'une simple "sous-culture" (terme qui impliquerait des "valeurs"²), d'un mode de vie marginal, mais bien d'une véritable "contre-société" juvénile. On ne trouvera derrière cette expression aucune allusion à des rêves de société "alternative", à des projets utopiques d'un monde différent, donc meilleur. On décrira ainsi simplement une société "contre" : un autre monde qui se développe comme une tumeur plus ou moins cachée au sein même de la collectivité "normale" (ou qui se prétend telle, même si, dans sa pratique, elle se conforme rarement aux principes moraux qu'elle affiche³). Cette "société contre" ne construit pas son propre modèle de valeurs : elle ne rêve que de participer aux consommations et aux apparences de l'autre. C'est comme ces "deux nations" de l'Angleterre victorienne, que décrivait Disraeli pour faire sentir l'antagonisme des riches et des pauvres au sein de la société britannique d'il y a un siècle et demi. La société, ou la première des deux nations, c'est tous ceux qui peuvent assumer leur place au soleil, ceux qui ont du bien à défendre, "les gens", comme on dit au Brésil⁴, et qui refusent de cohabiter avec le monde des rejetés, auxquels nulle autorité publique ne songe à reconnaître une quelconque citoyenneté. Ils sont réprouvés parce que pauvres, donc supposés dangereux. On entendra donc ici par contre-société un monde fabriqué par l'exclusion qu'il subit, mais qui, désormais, se reproduit lui-même, devient un système cohérent et, surtout, durable. En effet, d'une part il fonctionne de façon permanente, structurelle, avec des activités pratiquement toutes délictueuses, et il vit en relation d'hostilité réciproque, de conflit permanent, tant physique que symbolique, avec la société qui l'entoure. D'autre part, et c'est le fait le plus original, il est désormais mu par des mécanismes qui lui assurent une véritable auto-reproduction, y compris biologique⁵.

Dans ce monde que l'on peut schématiser comme dual, la ville officielle est souvent (en particulier dans les mégapoles latino-américaines) numériquement minoritaire par rapport à l'océan

¹ Cf. "Filles et garçons de la rue au Guatemala : l'action de Solo para Mujeres et du Cedec", *Cahier de Marjuvia* n° 8, 1999, pp. 21-28.

² Sur les sous-cultures des bandes de jeunes des quartiers marginaux (et non d'enfants de la rue) dans les pays développés et leur théorisation par les sociologues de l'Ecole de Chicago, voir surtout François Dubet : *La Galère : jeunes en survie*. Paris, 1987, 501 p. (pp. 128 et suiv.).

³ La concurrence impitoyable, la loi du plus fort, la quête de l'argent obsessionnelle, la femme-objet, la violence ouverte ou cachée comme moyen de s'affirmer ne sont-elles pas des ressorts essentiels de la réalité des sociétés contemporaines ? Et si le monde de la rue n'était pas une aberration, mais une exacerbation de la "modernité" ?

⁴ Cf. Jean-François Deluchey : "Entre le Droit, la Loi et l'Ordre : les jeunes dans un état ? L'exemple de l'Etat du Pará (Brésil)", *Jeunesses marginalisées* n° 1, 2001, pp. 6-28.

⁵ Ce qui n'est pas le cas de cette autre contre-société qu'est le milieu carcéral, avec son univers de "lois" propres.

des bidonvilles qui l'entourent¹. C'est pourtant au centre-ville, avec ses constructions prestigieuses et ses symboles collectifs, que s'affiche l'image que la société veut donner d'elle-même. Et désormais, c'est précisément là qu'il existe une société juvénile autonome, ouvertement en conflit avec celle des adultes, et destinée à durer du fait de ses propres mécanismes.

Il y a peu d'exemples bien décrits de ce type d'antagonisme de classes d'âges, et ceux-ci concernent en général des jeunes marginaux, non des enfants de la rue stricto sensu : Johannesburg et ses dangereux *tsotsis*² (reconvertis de la lutte armée contre l'apartheid à la criminalité la plus sordide et la plus meurtrière³), Lagos et ses *area boys* (anciens dandys citadins tombés dans la drogue -trafiquée et consommée- et l'hyper-violence, infiniment plus dangereux que ne l'étaient les petits voyous *ogbologbo* des années 1960)⁴, ou, dans une moindre mesure, les "*ghettos*" d'Abidjan, collectivités au vocabulaire familial ("vieux-pères" et "fistons") de jeunes truands adultes⁵, et d'autres situations de délinquances juvéniles lourdes... Mais les formes de la marginalité convergent ici rapidement.

Plus haut, nous avons décrit des bandes des rues qui ont souvent des pratiques violentes, mais qui s'assurent un minimum de sécurité en ne s'attaquant jamais aux gens du quartier où elles sont installées ; au contraire, ses membres peuvent y rendre divers petits services aux habitants et aux commerçants, et même garantir explicitement la protection de leur quartier contre les dangers des bandes venues d'ailleurs. Au stade où nous sommes, les gangs (il faut désormais employer ce mot, car ces bandes-ci sont toutes fortement délinquantes, voire criminelles) de jeunes ne respectent plus cette prudence élémentaire, et ils s'attaquent indifféremment à tout le monde. C'est là une pratique de fuite en avant, plus ou moins consciemment autodestructrice, car seul compte le "nom", c'est-à-dire la renommée, le prestige au sein du groupe que donnera le haut fait le plus fou, l'acte de courage inouï. L'*area boy*, le *tsotsi*, le *ghettoman* (qui se veut un "*guerrier plein*", celui qui a du "cœur" : un "*cœurman*", dont la témérité sans bornes impose le "respect" à ses pairs, et qui ne vit que dans l'instant⁶) ne peuvent guère envisager de se ranger, de vieillir dans une société avec laquelle, hormis la fascination pour la consommation ostentatoire, on n'a plus grand-chose en commun⁷.

¹ On a vu la situation de Caracas décrite par Y. Pedrazzini et M. Sanchez, déjà cités.

² Cf. Marc-Antoine Pérouse de Montclos : "*Tsotsis* sud-africains et *area boys* nigériens : deux formes de durcissement de la délinquance juvénile dans les villes d'Afrique anglophone", *Cahier de Marjovia* n° 2, 1996, pp. 45-55.

³ Cf. du même auteur : "Apartheid urbain et violence en Afrique du Sud : une histoire en cours de révision", in *Jeunesses marginalisées* n° 2 (à paraître).

⁴ Sur les *area boys*, voir Wuyi Omitoogun : "The Area Boys of Lagos: A Study of Organised Street Violence", in Isaac Albert & al. : *Urban management and urban violence in Africa*, Ibadan, IFRA, 1994, vol. II, 439 p., pp. 201-208). Sur les *ogbologbo*, voir Danièle Poitou : "D'hier à aujourd'hui, les *ogbologbo* de Lagos (Nigeria)", in *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., pp. 302-309.

⁵ Voir le film long-métrage *Bronx-Barbès* de l'anthropologue et cinéaste Eliane de Latour (2000, 1 h 50) et surtout ses articles : "Métaphores familiales dans les ghettos de Côte d'Ivoire", *Autrepart* n° 18, 2001 (pp. 151-167), et "Du ghetto au voyage clandestin : la métaphore héroïque", *Autrepart* n° 19, 2001 (pp. 155-176).

⁶ Une telle absence de futur amène naturellement à résumer toute sa vie au seul immédiat, son plaisir au "tout, tout de suite". C'est ce qu'observe E. de Latour à propos des viols collectifs pratiqués par les *ghettomen* (surtout les nouveaux : les aînés s'en blasent et recherchent davantage une relation affective), mais aussi par bien d'autres jeunes, pas tous marginaux, loin de là : "Le viol (...) s'est peu à peu répandu dans ce pays où il est, par ailleurs, très facile de trouver une femme avec qui passer la nuit. Dans la rue, sur les terrains d'opération [c'est-à-dire d'agression], à la sortie d'une soirée, n'importe quelle fille peut subir cet outrage. (...) Les débutants veulent s'affirmer en cherchant une proie facile pour *baiser sur-le-champ* au moment où l'envie s'en fait sentir, sans attendre une invitation, (...) ni les étapes de la "dragage", qui marquent le respect de l'autre", in "Métaphores sociales dans les ghettos de Côte d'Ivoire", op. cit., p. 163.

⁷ Naturellement, tous ne meurent pas dans une apothéose héroïque. Mais les survivants vont chercher à changer de vie en changeant radicalement de milieu (pour ceux d'Abidjan, cela veut dire migrer, par n'importe quel moyen, vers l'Europe ou l'Amérique). Ou bien ils intègrent simplement des bandes de gangsters adultes - ce qui est vraisemblablement le cas le plus fréquent.

C'est en Amérique latine, où, on l'a dit, l'urbanisation et la misère citadine de masse sont bien plus anciennes qu'en Afrique, que les bandes de jeunes sont le plus enfoncées dans la violence extrême¹. Les "*pandillas*" du Venezuela, les "*maras*" -du nom de redoutables fourmis rouges- du Guatemala et du Honduras, les "*cholos*" du Mexique, les "*quadrilhas*"² du Brésil vivent une guerre sans pitié avec la société officielle, sa police et ses exécuteurs. Fières de leur identité, ces bandes de jeunes désœuvrés des banlieues les plus dures s'exhibent avec ostentation, alors que les vrais gamins de la rue n'éprouvent pas du tout le besoin d'afficher une marginalité déjà trop visible par elle-même. Mais, au-delà de telles nuances, on constate qu'entre les jeunes en rupture des périphéries et ceux des centres-villes, le terme de l'évolution (c'est-à-dire la contre-société) est largement le même. La différence principale est que la marginalité des seconds est le produit d'histoires individuelles, celle des premiers l'effet d'une dérive collective³ ; le résultat final est tout aussi désastreux.

On peut de même considérer comme un choix de groupe l'engagement des jeunes miliciens de Brazzaville, qui se sont combattus et ont détruit leur capitale au service des diverses ambitions présidentielles : les "ninjas" ou les "cobras" ont été recrutés dès l'âge de 14 ans parmi les déscolarisés et les désœuvrés dans des quartiers rendus ethniquement et politiquement homogènes⁴, devenus les bases territoriales des candidats au pouvoir présidentiel. Plus individuel est un phénomène qui a vu le jour en Colombie dans les années 1980, et sans précédents historiques : les enfants tueurs à gages, les jeunes et très jeunes *sicarios*, qui vendent au plus offrant leur audace à tuer (au grand risque d'y laisser leur vie), c'est-à-dire leur totale absence d'espoir en l'avenir. Ainsi les jeunes, regroupés en bandes dans les quartiers misérables de Medellin, la plus violente des villes d'un pays ensanglanté par plus d'un demi-siècle de guerre civile de plus en plus anomique, tels que les décrit le journaliste Alonzo Salazar : "Au total, 120 gangs de tueurs à gages ont été identifiés par les services militaires de renseignement : au moins 3 000 jeunes ont des rapports avec eux. (...) Leurs membres ont une moyenne d'âge de 16 ans."⁵ Quand ils exécutent un "contrat", ce sont de bons professionnels : comme les enfants-soldats dans les guerres civiles de notre époque, ils tuent avec sérieux, sans état d'âme - et ils se font tuer de même. Ils poursuivent aussi entre eux d'absurdes vendettas sans limites, et donc s'entre-tuent de plus en plus : selon un rapport de la Préfecture de Medellin, "en 1986, l'âge moyen des personnes assassinées se situait entre 35 et 45 ans ; (...) en 1988, entre 20 et 25 ans. Pour les premiers mois de 1989, 70 % des victimes de mort violente sont âgées de 14 à 20 ans."⁶ De fait, précise l'auteur : "Lorsqu'un jeune rejoint les organisations de tueurs à gages, il sait que sa vie sera de courte durée. Beaucoup d'entre eux donnent très tôt des instructions pour leur enterrement."⁷

¹ D'autant plus que certains jeunes de ces bandes ont été auparavant expulsés des Etats-Unis, pour y avoir participé aux gangs des rues. Auréolés de ce prestige, ils ont rapporté avec eux les manières de se vêtir, de se coiffer, de parler, et surtout le goût des armes à feu des *streetwarriors* qui s'entre-tuent dans les rues de Californie ou de New York.

² Qui contrôlent une "*quadra*" (pâté de maisons, dans les vastes quartiers d'habitat populaire planifié de Rio de Janeiro), dominant aussi les petites bandes d'adolescents plus jeunes qui y sévissent aussi. Ces derniers rejoindront la *quadrilha* quand ils auront grandi (R. Lucchini : *Enfant de la rue...*, op. cit., p. 76).

³ Bien qu'avec des modalités très différentes de celles des mégapoles pauvres, l'évolution du monde des jeunes des "cités" des banlieues françaises (celles où s'accumulent tous les processus d'exclusion) aboutit à une logique assez semblable : les "sauvageons" recréent sur leurs dalles de béton un univers qui leur est spécifique par les codes sociaux et la langue (et qui n'a rien d'anomique, comme on l'affirme souvent). Voir en particulier David Lepoutre : *Cœur de banlieue...*, op. cit.

⁴ Ou rendus tels par la force. Cf. Rémy Bazenguissa : "Ninja, Cobra et la milice d'Aubeville : sociologie des pratiques de la violence urbaine à Brazzaville", in Isaac Albert & al. : *Urban management and urban violence in Africa*, Ibadan, IFRA, 1994, vol. II, 439 p. (pp. 115-122).

⁵ Alonzo Salazar J. : *Des enfants tueurs à gages. Les bandes d'adolescents de Medellin*. Paris, 1992, 223 p. (p. 199). Voir aussi le film *La Vierge des tueurs*, de Barbet Schroeder (2000, 1 h 40').

⁶ Ibidem, p. 198.

⁷ Ibid., p. 197. L'ethnologue Anne-Marie Losonczy décrit d'étonnants rituels populaires sur les tombes de ces jeunes *sicarios* assassinés, à la fois bourreaux et victimes, qui sont perçus comme des intercesseurs surnaturels d'autant plus efficaces qu'ils ont été nuisibles durant leur courte vie : "Les victimes de mort violente sont bloquées dans une sphère liminaire entre monde terrestre et monde des morts, rattachés au premier par leur besoin de prières des vivants et soucieux de réaliser assez de bienfaits pour pouvoir accéder au royaume des Défunts. (...) Leur puissance meurtrière se transmue ainsi en une puissance miraculeuse accessible aux sollicitations des vivants et susceptibles de leur rendre des

Au Brésil, dans les favelas de Rio de Janeiro, les adolescents embauchés comme "porte-flingue" des gangsters adultes travaillent moins comme spécialistes du meurtre sur commande que comme gardes du corps à tout faire pour les caïds de la drogue. Car ceux-ci, qui brassent des sommes d'argent énormes, ont pris le contrôle de certains bidonvilles : en l'absence totale des services publics, ils y assurent l'ordre (par la terreur), mais aussi ils apportent habilement ce qu'il faut d'assistance sociale aux habitants, ce qui leur vaut une popularité protectrice, ainsi qu'un grand prestige auprès de tout ceux qui n'ont aucun espoir de trouver un travail honnête. Beaucoup de jeunes -parfois très jeunes- rêvent de les imiter, c'est-à-dire d'avoir rapidement beaucoup d'argent pour participer à la société de consommation dont ils sont exclus, et aussi de pouvoir jouir du délicieux sentiment de toute-puissance que donne une arme à feu dans la main. Selon un habitant de l'une de ces favelas : "Les gamins n'ont qu'une envie, c'est d'être comme [les caïds]. Avoir une arme à la ceinture et plein d'argent liquide sur soi, c'est leur rêve... En plus, toutes les filles leur courent après : ils ont une voiture, de l'argent pour les sortir, et puis la réputation d'être courageux. Les gamines du coin, elles veulent toutes être avec un gars du trafic. Même chez elles, elles sont plus respectées quand on sait qu'elles sont avec l'un de ces gars."¹

Cependant, tout comme le cas des enfants-soldats (dont il est assez rare qu'ils soient recrutés parmi les enfants de la rue², même s'ils peuvent le devenir eux-mêmes une fois démobilisés, c'est-à-dire le plus souvent abandonnés à leur sort³), de telles situations relèvent moins des processus d'exclusion en tant que telle, que de mécanismes d'exploitation (économique ou non) des mineurs. Ils relèvent de la problématique de ce que j'ai appelé les "enfants sur-insérés"⁴, c'est-à-dire ceux qui exercent au sein de la société des fonctions qui, normalement, sont dévolues aux seuls adultes (ouvriers, domestiques, prostitu(é)es, etc.). Les situations de violences juvéniles que nous venons de décrire ne sont pas le fait d'un passage direct d'anciens enfants de la rue stricto sensu à ces catégories de jeunes rebelles, et l'on peut douter que ce soit là une évolution fréquente⁵. C'est même l'inverse qui se produit actuellement à Rio de Janeiro : l'insécurité est devenue telle, dans les favelas où les seigneurs de la drogue se livrent à des guerres de plus en plus meurtrières en confiant à des mômes des armes dévastatrices⁶, que de plus en plus d'enfants, pour sauver leur vie, s'enfuient vers les rues du centre-ville, devenues ainsi, paradoxalement, un refuge⁷.

bienfaits." Parmi ceux qui prient avec ardeur sur la tombe du jeune mort, figurent aussi ses collègues, dont "chacun, après avoir caressé la plaque [tombale] comme on frappe à une porte, interpelle le mort pour lui (...) demander soit de "l'accompagner" et de le protéger contre la peur devant les balles et les souffrances des blessures, soit de guider son tir dans la vengeance de la mort de son ami, soit de lui "faciliter le chemin" d'une mort certaine en l'aidant à mourir vite...", in "Violence sociale et ritualisation de la mort et du deuil en Colombie", *Autrepart* n° 26, 2003, pp. 187-199 (ici pp. 191 et 196).

¹ Selon Christophe Brochier et Maria Teresa Correia Coutinho : "Organisation sociale et valeurs morales dans le trafic de drogue : le cas d'une favela de Rio de Janeiro", in *Autrepart* n° 8, 1998 (pp. 121-137). De son côté, Boris Cyrulnik observe finement : "Dans les quartiers où l'on patauge dans la misère sociale, les enfants sont constamment humiliés, (...) souvent battus ou menacés parce qu'ils sont faibles, (...) jusqu'au jour où un dealer leur apprend qu'en une seule soirée, ils peuvent gagner assez d'argent pour reconquérir leur dignité. Dès le lendemain, ils donnent de l'argent à leur famille, et peuvent, à leur tour, dominer ceux qui les ont battus. (...) Ils deviennent résilients grâce à la délinquance." (*Un merveilleux malheur*, op. cit., p. 17.)

² En 1998, attaqué aux abords de Kinshasa Laurent-Désiré Kabila en aurait armé des centaines pour défendre sa capitale, mais on ne sait ce que ces derniers sont devenus par la suite. Le plus souvent, les mouvements qui recrutent des enfants-soldats sont des rébellions installées en milieu rural.

³ Voir un exemple littéraire, situé par l'auteur au Mozambique (des gamins fuyards des troupes rebelles réfugiés dans les rues de Maputo) : *Comedia infantil*, de l'écrivain suédois H. Mankell (Paris, 235 p., 2003). La cinéaste Solveig Nordlund en a tiré en 1999 un long métrage du même nom.

⁴ Cf. "Les enfants en situation difficile : un essai de typologie", in *Cahier de Marjuvia* n° 5, 1997, pp. 79-83, ci-dessous en annexe.

⁵ On se rappelle qu'Y. Pedrazzini a montré que ce n'est pas le cas chez les jeunes marginaux de Caracas : les *malandros* ne sont pas d'anciens *pandilleros*, dont très peu sont d'anciens *gamines*.

⁶ Comme illustration de cette évolution des jeunes désœuvrés d'un quartier pauvre (mais non misérable) de Rio de Janeiro, qui passent progressivement des petits braquages à la guerre à outrance pour le contrôle du trafic de la drogue, avec un armement de plus en plus meurtrier entre les mains d'enfants de plus en plus jeunes, voir le film brésilien *La*

Quoiqu'il en soit, il existe des cas incontestables d'évolution de vrais enfants de la rue vers la délinquance juvénile grave : les dangereux *largos* de Bogota et les *leaders* des gangs de Nairobi représentent -on va le voir- le sommet de la "carrière" des enfants de ces villes, après de nombreuses années de vie dans la rue. Du moins pour ceux qui ont survécu, bien sûr. Car les enfants de la rue eux aussi savent désormais qu'ils peuvent mourir dans la rue, mais ils n'y attachent pas trop d'importance : "Si on te tue, qu'est-ce que tu as à perdre ?", constate ainsi un gamin d'Abidjan¹...

A ce stade ultime de notre échelle, tous ces enfants et ces jeunes exclus, que ce soit de leur propre chef ou par la dynamique de leur dérive collective, ont rompu toutes les amarres avec la société "normale" : leur univers spécifique vit désormais sur lui-même et pour lui-même². Même s'ils convoitent avec intensité les biens de la société "normale" qui les a repoussés, leurs références sont désormais déconnectées de celles de leur monde d'origine. C'est ainsi que les *ghettomen* d'Abidjan affichent le plus grand mépris pour tout ce qu'ils disqualifient comme "ethnique", la tradition africaine, les spécificités culturelles comme les contraintes sociales du petit monde clos du "village". Leur horizon se veut exclusivement moderne, c'est-à-dire avant tout "américain", et ils se baptisent eux-mêmes les *yankee*³.

Ce phénomène de rupture est particulièrement visible à Nairobi, qui est sans doute, actuellement, l'une des situations les pires au monde. Deyssi Rodriguez Torres montre ainsi que, chez les *street kids* du Kenya, les références identitaires ne sont plus du tout l'ethnie d'origine, ni les rites traditionnels⁴, ni même la famille génitrice, qui "a presque complètement disparu de la mémoire collective"⁵. On ne parle presque plus des parents, on ne mentionne presque jamais les oncles ou tantes, les cousins ou cousines : le jeune a inventé une nouvelle famille dans la rue. Il n'a pour repères que ceux de son groupe, et il repense son moi sans référence à sa famille : il lui faut s'assumer lui-même. (...) Il n'y a plus de reconnaissance de l'autorité familiale [qui, comme la notion de famille élargie, a pratiquement disparu des bidonvilles sordides de Nairobi, d'où proviennent

Cité de Dieu, de Fernando Meirelles (2002, 2 h 15'). Pour comparer avec la vie des enfants de la rue stricto sensu dans la même ville, voir *Pixote* d'Hector Babenco (1981, 2 h 5').

⁷ Selon le Dr Nanko Van Buuren (directeur exécutif d'IBISS, l'une des associations brésiliennes d'aide à l'enfance marginale les plus efficaces), le pourcentage des enfants de la rue de Rio qui expliquent leur situation par une fuite due aux violences dans leur favela a bondi de 6 % en 1995 à 24 % en 1998 ; même proportion en 2002, mais il s'y s'ajoute maintenant 27 % de "fuites pour échapper aux sanctions des caïds de la drogue" (contre 25 % de causes liées aux diverses maltraitements intra-familiales, 17 % à la misère et 7 % d'enfants "nés dans la rue"). Dans une autre enquête de 2002, IBISS a dénombré plus de 4 000 mineurs engagés comme "soldats" par les mafias de la drogue (Rapport du projet pilote "Na Rua", avril 2003).

¹ Cf. A. Sissoko, in G. Héroult et P. Adesanmi : op. cit., p. 264.

² Ce qui n'empêche pas leur éventuelle utilisation comme force de frappe par des politiciens sans scrupule. Sur le rôle de *area boys* dans les violences politiques au Nigeria, voir Abubakar Momoh : "The political dimension of urban youth crisis: the case of area boys in Lagos", Ibadan, 2001 (à paraître).

³ Selon E. de Latour, op. cit.

Cette fascination pour les Etats-Unis est un phénomène très général dans le monde de la rue : les gamins malgaches qualifient ainsi de *kôfiboay* (*cow-boy*, en phonétique malgache) les jeunes qu'ils admirent, et ceux de Kinshasa appellent les leurs des *Bill* (ceci dès avant l'Indépendance). A Dakar, la plupart des surnoms de la rue commencent par le mot "Boy" suivi d'un qualificatif ou d'une origine : *Boy Kaolak*, *Boy Poulo* (d'ethnie peul), *Boy Sinoi* (aux yeux bridés comme un Chinois), ou se terminent par *-man* (*faqqaan* ou *faxxman*)...

Ce rêve d'Amérique est véhiculé en particulier par le cinéma : sur tous les continents, le "film-culte" des enfants de la rue (et de beaucoup d'autres) est *Rambo*, avec toutes ses suites et ses nombreux succédanés, encore plus appréciés que les " pornos " dans les vidéos populaires, dont ils sont tous des clients assidus. Une autre forme de mondialisation, toute spontanée...

⁴ Pourtant déterminants dans beaucoup de sociétés du Kenya central, structurées avant tout par des systèmes de classes d'âge et non par l'enracinement dans un lignage et un terroir.

⁵ La linguiste Aurélia Ferrari observe que les jeunes de Nairobi parlent essentiellement le sheng (l'argot de la rue) et le swahili (la langue véhiculaire citadine, indispensable à la vie courante), voire l'anglais (langue officielle), mais qu'ils maîtrisent le plus souvent assez mal leur langue ethnique maternelle : quand ils s'adressent à leur famille, ils doivent passer très vite au swahili (op. cit., p. 31).

90 % de ces enfants]. Le jeune ne reconnaît que l'autorité du leader du gang et celle dont il est lui-même capable. (...) Les enfants sont en train de créer une autre famille, plus solide que les restes de celles qui existent encore dans les bidonvilles. (...) Tous leurs agissements confirment qu'ils se sont appropriés les valeurs associées à la violence en les intégrant comme références identitaires et comme ressources pour la survie."¹ Dans la même logique, on constate, un peu partout dans le monde, la multiplication des surnoms (louangeurs, humiliants ou simplement descriptifs, souvent copiés sur les héros des films de violence qui les font rêver), d'une infinie diversité et créativité langagière, qui font bientôt oublier les patronymes originels : c'est la marque de leur naissance à une nouvelle vie, qui a rompu ses liens avec l'ancienne.

Par ailleurs, du fait de la présence d'un nombre important de filles, aux relations sexuelles rarement protégées, des enfants ont commencé à naître dans la rue, puis à grandir dans la rue, à procréer à leur tour dans la rue. Parmi les 145 chefs de gang d'enfants qu'elle a interrogés, D. Rodriguez Torres a ainsi recueilli ce témoignage d'un leader de 15 ans : "Je suis né dans la rue. Je n'ai pas connu mon père. Je suis le fils d'une fille de la rue, qui est morte. Je n'ai pas de frères ou de sœurs. Je me suis retrouvé moi-même à la rue quand j'avais 3 ans. Ma seule famille, c'est mon gang, qui est formé de 40 membres, filles et garçons, tous entre 11 et 16 ans. (...) Quand je ne suis pas avec mon gang, je suis avec ma "femme". Elle réside ici avec moi. Elle a 15 ans. C'est aussi une fille de la rue ; c'est la mère de mon fils."² On voit donc ici apparaître une deuxième, puis une troisième génération d'enfants de la rue, nés dans la rue, et appelés à y mourir, le plus souvent de mort violente. Certes, on observe que les mères de la rue s'occupent en général avec beaucoup d'amour de leur bébé, que toute la bande entoure de sa sollicitude³. On peut quand même se demander quelle sera la sociabilité future de jeunes élevés dans de telles conditions, et aussi quel sens peut avoir dans ce cas la notion de "réinsertion sociale".⁴

Bien sûr, l'auto-engendrement démographique des enfants de la rue ne peut être que statistiquement marginal. L'essentiel est le fonctionnement de mécanismes d'auto-reproduction sociale, c'est-à-dire de comportements marginalisants qui vont générer leur propre renouvellement. Ce processus a été reconstitué de façon éloquente par Maricel Merienne Sierra à Bogota⁵. Dans cette capitale du plus violent des pays latino-américains, les enfants sont regroupés en bandes, qui correspondent à des tranches d'âge bien marquées. Celles-ci ont chacune leurs activités spécifiques (comme on le voit souvent ailleurs, mais ici la répartition est systématique) : les plus petits, les *chinchés* (4 à 10 ans), mendient le jour et, la nuit, se blottissent étroitement les uns sur les autres pour se protéger. A partir de 10 ans, l'enfant est trop grand pour attirer la pitié : il devient un *ñero*, qui vole grâce à sa rapidité et à sa ruse, et il rejoint une bande d'adolescents, qui peut abriter aussi quelques *chinchés*. A partir de 15 ans, désormais trop visible pour voler discrètement, il passe dans la catégorie des *largos*, qui volent avec violence, et dont les bandes comptent aussi quelques *ñeros* et quelques *chinchés*, assujettis au service des plus grands. Puis, une fois adulte, si l'on a survécu à une vie où les risques de mort sont innombrables, on devient soit clochard, soit truand. Très violents, instables, plus ou moins abrutis par la drogue et l'alcool, ces brigands adultes sont incapables

¹ In G. Héroult et P. Adesanmi : op. cit., pp. 63-64.

² Il poursuit de façon très significative sur le mode de vie de ces bandes : "L'activité de notre gang, c'est d'attaquer les gens qui voyagent (...) en nous introduisant dans les bus ou dans les trains. En tant que leader du gang, j'ordonne à tous de se lever à 5 heures du matin pour aller attendre les voyageurs, qui arrivent tôt. Chacun connaît son job, et le fait bien. Nous mettons en commun les revenus de nos activités, (...) mais il peut arriver qu'il n'y ait rien. Je passe presque tout mon temps avec mon gang. Je dois être avec eux : il faut bien que je fasse marcher les choses !" (ibidem, pp. 36-37).

³ Voir les travaux de M.-P. Sanchez à Mexico et de G. Lutte à Guatemala, op. cit. Mais on imagine sans peine quels sont les risques des carences d'hygiène pour des êtres aussi fragiles : il est probable que seul un petit nombre de ces bébés réussit à survivre.

⁴ Loin de moi l'idée que celle-ci serait a priori impossible, mais on manque de descriptions d'actions menées auprès d'une telle population. Selon Alberto Torres Ramirez, animateur du programme "Punte en mi lugar" à Bogota (information orale), beaucoup d'enfants sont tellement délabrés par la drogue qu'ils ne peuvent plus concevoir qu'il pourrait y avoir pour eux une autre vie : on ne peut plus guère que les accompagner avec compassion dans leur glissement vers la mort.

⁵ *Violence et tendresse : les enfants de la rue à Bogota*. Paris, 1995, 101 p.

d'organiser des coups bien pensés : ils ne savent que foncer tête baissée et, tôt ou tard, ils se font abattre.

Cette sorte de "cursus honorum" (si l'on ose dire...), qui va du bambin attendrissant au jeune homme perçu comme un danger public, ne repose pas seulement sur le passage d'une classe d'âge à la suivante : son vrai moteur est le viol du faible par le fort. Dans cette société latino-américaine "machiste", qui affiche le plus profond mépris pour l'homosexuel efféminé, l'enfant marginalisé sera tour à tour violé puis violeur, aspiré ainsi dans un véritable cycle de violences sans fin. Le tout petit qui arrive la première fois dans la rue est récupéré par un *largo* ou un adulte, qui l'initie gentiment au mode de vie de la rue, puis, tôt ou tard, lui "fait la méchanceté" (la *maldad*), c'est-à-dire le viole. Le petit s'enfuit, s'il le peut, et trouve un abri au sein d'une bande de *chinchés*. Devenant *ñero*, puis *largo*, il sera à chaque fois violé par ses pairs plus âgés, aussi longtemps qu'il sera trop faible pour se défendre, puis il violera à son tour les plus faibles que lui, en conformité avec le principe qui domine le monde de la rue, à Bogota et ailleurs : "on ne respecte que celui que l'on craint." Maricel Merienne Sierra résume clairement le fonctionnement de la mécanique au sein de cette micro-société : "L'enfant évolue ainsi peu à peu de la catégorie d'agressé à celle d'agresseur. (...) Tel est le cercle vicieux : l'enfant violé par un adulte deviendra à son tour un adulte violeur, qui participera à la reproduction du cycle."¹ On a bien là un système, qui fonctionne de façon à s'auto-reproduire sans limites dans le temps.

Un tel enracinement de la violence au sein du monde de la marginalité juvénile coïncide avec un durcissement irréversible de ses relations avec le reste de la société, car il ne reste, pour survivre dans la rue, que le recours aux activités illégales. A Nairobi, ville créée à la fin du XIX^{ème} siècle pour une colonie de peuplement européen, l'apartheid a façonné la société urbaine dès l'origine, en interdisant légalement toute vie familiale à la population noire. D'où l'ampleur dans le temps et dans le nombre de la prostitution professionnelle (on en est, un siècle plus tard, à la sixième génération de filles-mères prostituées²) et la généralisation, dans les immenses bidonvilles qui ceignent les quartiers luxueux, des foyers composés seulement d'une femme et de ses enfants en bas âge. Les filles seront mises à la prostitution dès la prime adolescence (de plus en plus jeunes, on l'a dit, du fait de la peur qu'inspire le Sida) ; les petits garçons, livrés toute la journée à eux-mêmes devant la porte close de leur taudis, quitteront bientôt un milieu où ils n'ont guère d'attaches, et partiront rejoindre les gangs des quartiers centraux. C'est toute cette histoire sociale de Nairobi³ qui explique pourquoi le phénomène des enfants livrés à eux-mêmes y est si ancien, si massif et si grave : en très grande majorité, les membres des gangs des rues sont issus de ces familles matricentrées qui se décomposent. Trop nombreux, trop voyants pour les petits métiers honnêtes⁴, ils ne peuvent vivre que d'activités très dévalorisantes, comme la fouille des ordures, et surtout de délits plus ou moins graves, du chapardage jusqu'au meurtre. La population considère globalement tous ces jeunes de la rue, grands ou petits, comme dangereux, et elle ne manque pas une occasion d'exorciser sa peur et sa haine en les lynchant ou en les brûlant vifs⁵. Le taux de mortalité des membres des gangs de Nairobi

¹ Op. cit., p. 77.

² Des générations espacées de 15 ans. Une fois trop âgées, les femmes se livrent à divers trafics aux marges de la légalité, notamment la distillation et la vente du tord-boyaux local (*chang'aa* ou, plus expressif, *kill me quick*...).

³ Voir D. Rodriguez Torres : "De la marginalité à la délinquance : les enfants de la rue à Nairobi", *Cahier de Marjovia*, n° 5, 1997, pp. 51-65.

⁴ Les "parking boys" de Nairobi, les petits gardiens de voitures pour lesquels s'est d'abord mobilisée l'opinion publique charitable, il y a 30 ans, ne sont plus des enfants de la rue depuis longtemps.

⁵ Supplice de plus en plus fréquent, qui suscite chez les enfants interrogés par D. Rodriguez Torres des réactions contradictoires, autant d'approbation (voire de participation active) que de peur : "Si un membre de notre gang est victime de la justice de la foule, nous essayons de l'aider à s'échapper. Mais si c'est un garçon d'un gang ennemi, nous participons en allant chercher le pneu pour l'attacher, le bois pour le brûler..." Un garçon de 15 ans précise : "Quand je vois brûler les autres, j'oublie tout ; je me sens très bien." Mais un autre doit constater : "Nous avons déjà perdu comme ça six des nôtres." Les plus âgés ont compris qu'ils sont au premier rang des victimes désignées : "Ce sont des gens qui se défoulent contre des innocents : ils voient des bandits partout. (...) Nous sommes impuissants contre la justice expéditive. (...) Nous sommes très seuls." (ibid., pp. 51-53).

est effrayant, mais, comme ils le disent eux-mêmes, ce n'est pas de maladie qu'ils meurent¹ : ils sont tués avant.²

Cette situation extrême, dont quelques autres villes s'approchent, est donc caractérisée par l'instauration d'une atmosphère de guerre civile larvée entre la société et les jeunes marginaux qu'elle a produits, d'où l'essor d'une insécurité de plus en plus généralisée, de plus en plus traumatisante pour tous. Dans bien des métropoles (surtout sud-américaines, mais pas seulement), la police considère que son rôle est de faire la "guerre au crime", ou plutôt aux criminels, réels ou potentiels, c'est-à-dire à toutes les "classes dangereuses", tous les misérables des bidonvilles, ce qui inclut la chasse aux marginaux, coupables par définition et donc exécutable sans jugement, enfants compris³. On connaît les "escadrons de la mort", en particulier au Brésil⁴, mais aussi dans un pays moins connu comme le Honduras⁵, qui assassinent les enfants de la rue soit de leur propre initiative, soit à la demande de braves commerçants qui pensent que leurs affaires sont dépréciées par la présence de ces petits voyous crasseux, ceux qu'en Colombie, on appelle significativement les "jetables", tant on leur dénie toute valeur humaine.

Il ne faut pas se le cacher : tant que la société globale continue à se déstructurer, une telle évolution vers le pire pour tous paraît inéluctable, du moins si aucune intervention volontariste bien menée auprès des enfants⁶ n'enraye la dérive du monde de la rue vers une contre-société en guerre avec les adultes au coeur de la cité.

Oui, vraiment, malheur à la ville dont le prince est un enfant de la rue !

¹ Bien que, d'après D. Rodriguez Torres, le Sida fasse maintenant des ravages de plus en plus étendus.

² Il peut y avoir plus cruel encore que le feu. A Lomé (où la violence était naguère ignorée, mais où, maintenant, on tue aussi les voleurs), j'ai rencontré en septembre 2003 un jeune de la rue, membre d'une bande de voleurs au marché d'Akodésséwa, qui, à l'âge de 15 ans, s'est fait surprendre en train de cambrioler un magasin. Les propriétaires lui ont injecté dans l'anus une poire à lavement d'acide de batterie, afin, en lui détruisant l'intestin, de le faire mourir le plus lentement possible, dans les souffrances atroces d'une septicémie généralisée. Par miracle, des religieuses ont pu l'envoyer dans un hôpital, où il a subi trois mois d'opérations. Porteur d'un anus artificiel, il est handicapé à vie. A la sortie de l'hôpital, comme personne ne lui a proposé d'autre solution, il est retourné voler avec sa bande.

³ Cf. J.-F. Deluchey : op. cit.

⁴ Voir Gilberto Dimenstein : *Brésil : la guerre des enfants. Les mineurs assassinés*. Paris, 1991, 185 p. Selon lui, ces meurtres ont commencé, à Rio de Janeiro, dans les années 1985.

Rappelons que, si de tels faits ont été dénoncés publiquement, c'est grâce à l'action des ONG brésiliennes de défense des droits de l'homme (et de l'enfant), qui se sont battues courageusement pour obtenir le jugement et la condamnation des policiers assassins.

⁵ Amnesty International a lancé fin 2003 une campagne de protestations contre les "exécution extrajudiciaires" d'enfants et de jeunes des rues au Honduras, dont le nombre a été estimé à 1 569 (dont 200 meurtres de filles) en cinq ans par la puissante ONG Casa Alianza, confortée par un rapport de l'envoyée spéciale des Nations-Unies, Mme Asma Jahangir. On constate une croissance régulière et rapide de ces assassinats : de 97 en 1998 à 556 en 2002. L'archevêché de Tegucigalpa estime que le nombre réel est trois fois supérieur ; la justice hondurienne n'en concède que trois fois moins. Pourtant, elle ne peut imputer aux jeunes de la rue que 5 % des délits constatés, dont 0,02 % des meurtres commis dans tout le pays. Face à cette violation manifeste des nombreuses conventions internationales signées par le Honduras, le gouvernement, la justice et la police font preuve d'autant d'inertie que de mauvaise foi : aucune enquête sur ces meurtres d'enfants n'a jamais abouti. Cf. le rapport très documenté d'Amnesty International : *Honduras : Tolérance zéro... pour l'impunité. Exécutions extrajudiciaires d'enfants et de jeunes depuis 1998*. Paris, 2003, 57 p.

⁶ Les méthodes de réinsertion des enfants de la rue existent, qui ont fait la preuve de leur efficacité (même si elles ne touchent pas aux causes des phénomènes de marginalisation infantile), mais c'est là un autre sujet.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADISA Jinmi : "Lagos: street culture and families in the street", in G. Hérault et P. Adesanmi : *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, op. cit., pp. 89-145.
- ALBERT Isaac O., ADISA J., AGBOLA T. & HERAULT G. : *Urban management and urban violence in Africa*, Ibadan, IFRA, 1994, vol. II, 439 p.
- ALT Jean-Claude : "Trois ans dans la rue à Paris", *Bulletin de la Commission enfants* n° 4, Amnesty international, juin 2002, p. 10.
- AMADO Jorge : *Capitaines des sables*. (1937, publication en portugais du Brésil) Paris, Gallimard, collection L'Imaginaire, 1984, 296 p.
- "Amnesty International" : *Honduras : Tolérance zéro... pour l'impunité. Exécutions extrajudiciaires d'enfants et de jeunes depuis 1998*. Rapport d'enquête, Paris, 2003, 57 p. multig.
- ANARFI John K. : "A case study of street children in Accra. The interface of urban poverty and AIDS/STDS", in M.-C. Diop (éd.) : *Pauvreté, jeunes de la rue et Sida. Les cas d'Abidjan et d'Accra*, op. cit., pp. 61-106.
- BAYON Claire : "Les enfants de la rue d'Addis Abeba (Ethiopie)", 11 p. dactyl., à paraître in *Jeunesses marginalisées* n° 2 (2003).
- BAZENGUISSA Rémy : "Ninja, Cobra et la milice d'Aubeville : sociologie des pratiques de la violence urbaine à Brazzaville", in Isaac Albert & al. : *Urban management and urban violence in Africa*, Ibadan, IFRA, 1994, vol. II, 439 p. (pp. 115-122).
- BLANCHET Elisabeth : "Les enfants en circonstances difficiles au Togo : les garçons et les filles des rues de Lomé", *Cahiers de Marjovia* n° 7, second semestre 1998, pp. 79-84.
- BOMPARD Françoise et MARGUERAT Yves : "Le temps, l'argent et le sexe : la psychologie de l'enfant de la rue en Afrique Noire", *Cahier de Marjovia* n° 3, second semestre 1996, pp. 72-74.
- BOULINGUI-NGOUANGUI Massaye : "Enfants et jeunes de "derrière la rue" à Libreville (Gabon)", *Cahier de Marjovia* n° 8, premier semestre 1999, pp. 55-62.
- BOUSQUET Béatrice : "Les enfants de la rue à Madras (Inde du Sud)", *Cahier de Marjovia* n° 5, second semestre 1997, pp. 38-50.
- BROCHIER Christophe et CORREIRA COUTINHO Maria Teresa : "Organisation sociale et valeurs morales dans le trafic de drogue : le cas d'une favela de Rio de Janeiro", in *Autrepart* n° 8 : "Drogues et reproduction sociale dans le Tiers-monde", Paris, 1998 (pp. 121-137).
- BRUYERE Jean-Michel (éd.) : *L'envers du jour. Mondes réels et imaginaires des enfants errants de Dakar*. Paris, Ed. Léo Scheer, 2001, 319 p.
- CAMPBELL Eugene & NTSABANE Tidimani : *Street children in Gaborone*. Dakar, CODESRIA, Union for African population studies, n° 13, 1996, 115 p.
- CANARD Frédéric & RABENARIVO Soavelomanana : *Nos enfants, ces inconnus*. (ouvrage bilingue français / malgache). Paris, L'Harmattan, et Antananarivo, Tsipika, 2001, 121 p.
- CHAPSAL Julien : *Enfants et jeunes de la rue à Jogjakarta (Indonésie)*. Paris, mémoire de DEA (anthropologie) de l'EHESS, 2001, 150 p. multig.
- COMBIER Annick : *Les Enfants de la rue en Mauritanie*. Paris, L'Harmattan, 1994, 208 p.
- CYRULNIK Boris : *Un merveilleux malheur*. Paris, Odile Jacob, 1999, rééd. Poches O. Jacob, 2002, 218 p.
- DE BOECK Filip : "Le "deuxième monde" et les "enfants-sorciers" en République démocratique du Congo", *Politique africaine* n° 80, décembre 2000, pp. 32-57.
- DECLERCK Patrick : *Les Naufragés. Avec les clochards de Paris*. Paris, Terre humaine - Plon, 2002, 458 p.
- DELUCHEY Jean-François : "Entre le Droit, la Loi et l'Ordre : les jeunes dans un étai ? L'exemple de l'Etat du Pará (Brésil)." *Jeunesses marginalisées* n° 1, la revue du GREJEM, 2001, pp. 6-28.
- DIMENSTEIN Gilberto : *Brésil : la guerre des enfants. Les mineurs assassinés*. Paris, Fayard, collection Les enfants du Fleuve, 1991, 185 p.
- DIOP Momar-Coumba & FALL Ousseynou : "Dakar, les jeunes, les autorités et les associations", in G. Hérault et P. Adesanmi : op. cit., pp. 147-208.
- DIOP Momar-Coumba (éd.) : *Pauvreté, jeunes de la rue et Sida. Les cas d'Abidjan et d'Accra*. Paris, Karthala (collection "Questions d'enfances"), GTZ et PGU, 2002, 126 p.
- DJIMBAYE Abel & SIMON-CALAFURI Dominique : "Des alternatives à l'exclusion de la jeunesse. Précarité et survie en milieu urbain au Tchad", *Journal des Africanistes* n° 72-1, 2002, pp. 213-224.

- DUBET François : *La Galère : jeunes en survie*. Paris, Fayard, 1987, rééd. Le Seuil-Point, 1995, 501 p.
- ESPINOLA B., GLAUSER B., ORTIZ R. M. & ORTIZ DE CARRIZOSA S. : *In the streets. Working street children in Asunción*. Bogota, UNICEF, Gente Nueva, 1988, 145 p.
- FALL Ndèye Astou : *Construction identitaire et violence dans un groupe de jeunes : les faqqmaan à Thiès (Sénégal)*. Paris, mémoire de DEA (sociologie) de l'EHESS, 2000, 195 p. multig.
- FERRARI Aurélie : *Etude du parler du groupe de jeunes vivant autour de la décharge du quartier de South B à Nairobi (Kenya)*. Paris, mémoire de DEA (socio-linguistique) de l'INALCO, 2002, 133 p. multig.
- GATERRE Francis : "Etre un *kimona meso* au *beach* de Brazzaville", in "MARJUVIA" : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*, op. cit., pp. 351-356.
- GELB Richard G. : "Représenter : le langage silencieux des gangs de rue à Chicago", in Stéphane Tessier (éd.) : *A la recherche des enfants des rues*, op. cit., pp. 88-116.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe : *De Lomé à Harare, le fait citadin*. Paris, Karthala et IFRA, 1994, 480 p.
- HERAULT Georges et ADESANMI Pius (éd.) : *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*. Ibadan, IFRA, 1997, 419 p.
- ILIFFE John : *The African Poor*. Cambridge, Cambridge University Press, 1987, rééd. 1992, 387 p.
- KABW Mukanz et A'NKUBA Mbongompassi : "La vie de sept jeunes filles de la rue à Kinshasa", in "MARJUVIA" : *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., pp. 398-404.
- KASHEFI Hassan : "Les enfants des rues à Mashad (Iran) : une approche criminologique", *Jeunesses marginalisées* n° 1, GREJEM, 2002, pp. 50-66.
- LATOUR Eliane de : "Métaphores familiales dans les ghettos de Côte d'Ivoire", *Autrepart* n° 18, 2001, pp. 151-167.
- LATOUR Eliane de : "Du ghetto au voyage clandestin : la métaphore héroïque", *Autrepart* n° 19, 2001, pp. 155-176.
- LEPOUTRE David : *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*. Paris, Odile Jacob, 1997, 362 p.
- LOSONCZY Anne-Marie : "Violence sociale et ritualisation de la mort et du deuil en Colombie", *Autrepart* n° 26, 2003, pp. 187-199.
- LUCCHINI Riccardo : *L'Enfant de la rue. Identité, sociabilité, drogue*. Droz, Genève-Paris, 1993, 248 p.
- LUCCHINI Riccardo : "Un enfant de la rue de San Jose (Costa Rica)", *Cahier de Marjovia* n° 9, second semestre 1999, pp. 116-122.
- LUTTE Gérard : *Les Enfants de la rue au Guatemala : princesses et rêveurs*. Paris, L'Harmattan, 1997, 264 p.
- MAKARENKO Anton : *Poème pédagogique. Première partie*. Moscou, Radouga, sixième édition en langue française, 1967, 716 p.
- MANKEL Henning : *Comedia infantil*. Roman paru en suédois en 1995, Paris, Le Seuil, 235 p., 2003.
- MARGUERAT Yves : "Les *smallvi* ne sont pas des *gbevouvi* : histoire de la marginalité juvénile à Lomé", in "MARJUVIA" : *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., 1994, pp. 248-280.
- MARGUERAT Yves : "Enfants, jeunes et marginalités. Le cas de l'Afrique", in Stéphane Tessier : *L'Enfant des rues et son univers. Ville, socialisation et marginalité*. Paris, Syros, 1995, 228 p. (pp. 63-75).
- MARGUERAT Yves : "Les enfants en situation difficile : un essai de typologie", in *Cahier de Marjovia* n° 5, second semestre 1997, pp. 79-83.
- MARGUERAT Yves : "Rue sans issue : réflexions sur le devenir des enfants de la rue", in G. Hérault et P. Adesanmi, op. cit., 1997, pp. 383-398.
- MARGUERAT Yves : "Les chemins de la rue : essai de synthèse sur les processus de production d'enfants de la rue en Afrique", in Claude Pairault (éd.) : *Citadins et ruraux en Afrique sub-saharienne*. Paris et Yaoundé, Karthala-Université catholique d'Afrique centrale, 2000, 440 p. (pp. 387-403).
- MARGUERAT Yves : "Les actions en faveur des enfants de la rue au Cameroun", *Cahier de Marjovia* n° 9, second semestre 1999, pp. 128-136.
- MARGUERAT Yves : *Les Enfants de la rue au Burundi et les moyens d'intervention*. Bujumbura, UNICEF, 2000, 92 p. multig.
- MARGUERAT Yves : "Les gamins de la frontière Togo-Ghana : une brève étude d'enfants de la rue travailleurs", *Jeunesses marginalisées* n° 1, GREJEM, 2002, pp. 91-105.
- MARGUERAT Yves : "Woe to The, o City, when thy King is a (street) Child ! Essay for a typology of the dynamics of the street children's universe." in Barbara Trudell, Kenneth King, Simon McGrath & Paul Nugent (éd.) : *Africa's Young Majority*. Edimbourg, Centre of African Studies, University of Edinburgh, 2002, 342 p. (pp. 229-254).

- MARIE Alain (éd.) : *Paradoxes de l'individualisation dans la société abidjanaise : études de cas en milieu précarisé*. Abidjan, GERICI, 1994, 364 p. multig.
- "MARJUVIA" (Yves Marguerat et Danièle Poitou éd.) : *A l'écoute des enfants de la rue en Afrique noire*. Paris, Fayard, collection Les Enfants du Fleuve, 1994, 628 p.
- MERIENNE SIERRA Maricel : *Violence et tendresse : les enfants de la rue à Bogota*. Paris, L'Harmattan, 1995, 101 p.
- MEUNIER Jacques : *Les Gamins de Bogota*. Paris, J.-C. Lattès, 1977, 217 p.
- MOMOH Abubakar : "The political dimension of urban youth crisis: the case of area boys in Lagos", Communication au colloque "Security, segregation and social networks in West African cities", Ibadan, 2001 (à paraître).
- MUWALAWALA Kipanda : "Les formes d'oppression subies par les enfants de la rue à Kinshasa", in "MARJUVIA" : *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., pp. 361-375.
- NIERI-VASSALO Laura : "Les enfants en détresse sociale au Népal : réflexions autour d'une expérience", *Cahier de Marjovia* n° 10, premier et second semestres 2000, pp. 52-63.
- OMITOOGUN Wuyi : "The Area Boys of Lagos: A Study of Organised Street Violence", in Isaac Albert & al. : *Urban management and urban violence in Africa*, Ibadan, IFRA, 1994, vol. II, 439 p. (pp. 201-208).
- ONANA Jean-Baptiste : "Les enfants prostitués de Johannesburg (Afrique du Sud)", *Cahier de Marjovia* n° 3, second semestre 1996, pp. 27-31.
- PAPAVERO Rose-Anne : "Les processus de marginalisation de l'enfant de la rue au Cambodge", *Cahier de Marjovia* n° 4, premier semestre 1996, pp. 25-42.
- PASCAL Anne : "Filles et garçons de la rue au Guatemala : l'action de Solo Para Mujeres et du Cedic", *Cahier de Marjovia* n° 9, second semestre 1999, pp. 21-28.
- PEDRAZZINI Yves et SANCHEZ R. Magaly : *Malandros. Bandes, gangs et enfants de la rue : culture d'urgence à Caracas*. Paris, Desclée de Brouwer / Editions Charles Léopold Mayer, 1998, 271 p.
- PEROUSE de MONTCLOS Marc-Antoine : "Tsotsis sud-africains et area boys nigériens : deux formes de durcissement de la délinquance juvénile dans les villes d'Afrique anglophone", *Cahier de Marjovia* n° 2, premier semestre 1996, pp. 45-55.
- PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine : "Apartheid urbain et violence en Afrique du Sud : une histoire en cours de révision", in *Jeunesses marginalisées* n° 2 (à paraître).
- PETITCLERC Jean-Marie : *Les nouvelles délinquances des jeunes. Violences urbaines et réponses éducatives*. Paris, Dunod, 2001, 177 p.
- PIROT Bernard : *Le phénomène des enfants de la rue en Afrique centrale : les défis de la réinsertion à Douala et Kinshasa*. Paris, mémoire de DESS de l'Université Paris I, 2002, 121 p. multig.
- POITOU Danièle : "D'hier à aujourd'hui, les *ogbologbo* de Lagos (Nigeria)", in "MARJUVIA" : *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., pp. 302-309.
- RODRIGUEZ TORRES Deyssi : "Le gang Serena : origine et production d'une contre-société de la rue à Nairobi", *Politique Africaine* n° 63, octobre 1996, pp. 61-71.
- RODRIGUEZ TORRES Deyssi : "De la marginalité à la délinquance : les enfants de la rue à Nairobi", *Cahier de Marjovia* n° 5, second semestre 1997, pp. 51-65.
- RODRIGUEZ TORRES Deyssi : "Nairobi : les gangs de la rue en direct", in G. Héroult et P. Adesanmi, op. cit., pp. 9-87.
- ROHMER Paul : *La jeunesse marginalisée à Phnom Penh : aspects utilitaires et identitaires de l'espace urbain*. Mémoire de DEA, Paris, 2003, 153 p. multig.
- SALAZAR J. Alonzo : *Des enfants tueurs à gages. Les bandes d'adolescents de Medellin*. Paris, Ramsay-CETIM, 1992, 223 p.
- SALMON-MARCHAT Léa : *Pauvreté urbaine et exclusion sociale en Côte d'Ivoire : une analyse socio-anthropologique des enfants de la rue à Abidjan*. Paris, thèse de doctorat en sociologie, Paris X-Nanterre, 2001, 407 p. multig.
- SANCHEZ Marie-Pierre : "Les filles oubliées de Mexico : une approche de la problématique des filles de la rue au Mexique", *Cahier de Marjovia* n° 3, second semestre 1996, pp. 48-63.
- SHANAHAN Patrick : "L'autre Afrique : les enfants de la rue à Accra (Ghana)", *Cahier de Marjovia* n° 8, premier semestre 1999, pp. 101-110.
- SISSOKO Alain : "Abidjan, une situation relativement bien maîtrisée ?", in G. Héroult et P. Adesanmi (op. cit.), pp. 247-279.
- STOECKLIN Daniel : *Enfants des rues en Chine*. Paris, Karthala, 2000, 368 p.

- TERCIER Anne-Sophie : *Enfants des rues de Bombay. Snehasadan, la maison de l'amitié*. Paris, Karthala (collection "Questions d'enfances"), 2003, 206 p.
- TESSIER Stéphane (éd.) : *L'Enfant des rues et son univers. Ville, socialisation et marginalité*. Paris, Syros, 1995, 228 p.
- TESSIER Stéphane (éd.) : *A la recherche des enfants des rues*. Paris, Karthala (collection "Questions d'enfances"), 1998, 477 p.
- TALL Papa Abdoulaye : "Les copines de la rue à Dakar", in "MARJUVIA" : *A l'écoute des enfants de la rue...*, op. cit., pp. 405-410.
- VELIS Jean-Pierre : *Fleurs de poussière. Enfants de la rue en Afrique*. Paris, UNESCO, 1993, 172 p.
- VOISARD Béatrice : *Enfants sans famille dans la gare d'Howrah (Calcutta, Inde). Identités, réseaux, territoires*. Maîtrise de géographie, Paris VII, 2003, 104 p. multig.
- YEO-OUATTARA Souleymane : "Freshnies et quinzanies : la prostitution juvénile au secours des familles", in A. Marie (éd.), op. cit., pp. 269-309.
- ZOGBO Raymond Gnoléba : "Gardiens de voitures et loubards : une marginalité assumée", in A. Marie (éd.) : op. cit., pp. 233-268.

FILMOGRAPHIE

- Ali Zaoua, prince de la rue* (Maroc) de Nabil Ayouch, 2000, 1 h 40.
- Bronx-Barbès* (Côte d'Ivoire) d'Eliane de Latour, 2001, 1 h 50.
- Comedia infantil* (Mozambique) de Solveig Nordlund (Suède), 1999, 1 h 50.
- Feuille sur un oreiller* (Indonésie) de Garin Nugruho, 1998, 1 h 25.
- La Cité de Dieu* (Brésil) de Fernando Meirelles, 2002, 2 h 15.
- Paroles d'enfants* (Sénégal) documentaire d'Eric Guéret et Oumar Sow, 1998, 60'.
- Pixote, la loi du plus faible* (Brésil) d'Hector Babenco, 1981, 2 h 05
- La Vierge des tueurs* (Colombie) de Barbet Schroeder, 2000, 1 h 40